L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Deuxième année - N°55 - Vendredi 30 mars 1990 - ISSN 0995-0583 - Prix 5F

SOMMAIRE

2 *La boussole Mitterrand*

3 *Vaclav Havel*

4 *Courrier*

5 *Dunkerque, le bon ancrage*

6 *Assurance-vie ou assurance sur la vie ?*

7 *Les pionniers de Saint-Ouen-l'Aumône*

8 *La coopération décentralisée : Besançon-Douroula*

10 *L'Algérie à la veille des élections*

12 *Opinion-90*

14 *Claude Estier*

15 *Elections en Hongrie*



QUEL BON DIMANCHE !

Fondation Jean Jaurès



La boussole Mitterrand

Henri Fiszbin



Henri Fiszbin s'est éteint à l'âge de 59 ans. Toute une vie consacrée au mouvement ouvrier dont ce militant, d'origine juive polonaise, était issu. D'abord dans les rangs communistes dont il fut premier responsable à Paris. Puis au PS en 1986 -il fut député des Alpes-Maritimes de 1986 à 1988- après sa rupture avec le PCF. Cet homme de grand courage y représentait la sensibilité culturelle communiste. Son apport et sa grande gentillesse nous manqueront.

A "7 sur 7", François Mitterrand est intervenu pour tracer la voie aux socialistes après les dernières semaines tumultueuses qu'ils ont vécues. Au gouvernement de redistribuer la prospérité, au PS de se rénover. En cas de succès, Michel Rocard pourrait ramasser la mise.

François Mitterrand a pris Michel Rocard au mot. Ces derniers mois, le Premier ministre proclamait vouloir inscrire son action dans "la durée". Le président de la République la lui accorde implicitement, en évoquant l'hypothèse où Michel Rocard, "s'il réussit assez pour conduire la majorité actuelle à la victoire en 1993, sera en situation d'être le candidat de tous pour la confrontation suivante, c'est-à-dire la confrontation présidentielle."

Voilà donc le Premier ministre théoriquement rassuré sur son sort : François Mitterrand n'envisage pas de le remplacer d'ici aux législatives. Les deux hommes, dont les rapports ont été si longtemps conflictuels, vivraient-ils en pleine entente cordiale ? "Les problèmes avec Michel Rocard, je les ai réglés en 1981 ; on ne reviendra pas là-dessus", affirme François Mitterrand, faisant allusion à sa victoire à la présidentielle qui consacrait une stratégie qu'avait alors contestée le député des Yvelines. Le président s'est même offert le luxe de nommer son ancien rival à Matignon en 1988...

Mais s'il envisage de maintenir Michel Rocard à son poste, ce n'est pas uniquement par simple souci de stabilité, mais aussi par pur réalisme. Quel socialiste pourrait actuellement succéder au Premier ministre ? Le congrès de Rennes n'a mis personne en situation d'occuper Matignon, et de l'édifice fragile qui en est issu, rue de Solferino, on ne saurait dégager une pièce sans mettre en cause l'équilibre précaire laborieusement établi.

Deux fers au feu ?

Michel Rocard a donc la voie dégagée. Néanmoins -il est le premier à le reconnaître- des embûches peuvent surgir : "mal répondre à une demande sociale", par exemple, ou bien connaître des déboires avec sa majorité à l'Assemblée. Alors, il préfère rester prudent. Rocard, l'homme pressé des années 70-80, a appris à mesurer le temps et la distance qui le séparent des échéances. En ce sens, il s'est un peu "mitterrandisé". Surtout, il mesure les enjeux : la perspective que lui a tracée le président ne lui donne pas droit à l'échec en 1993. Sinon, un autre socialiste pourrait être en meilleure position pour aborder la présidentielle. Qui ? Au premier rang des prétendants, il y a Laurent Fabius, que François Mitterrand a soutenu à deux reprises dans ses tentatives pour être premier secrétaire du PS en 1988, puis à Rennes. Rocard à Matignon, et Fabius rue de Solferino, telle était l'architecture qu'avait conçue François Mitterrand pour affronter les prochaines échéances, fidèle à sa tactique des "deux fers au feu". Mais il souhaitait aussi installer Fabius à la tête du Parti socialiste pour empêcher que les rocardiens ne s'intègrent à "l'axe majoritaire". "François Mitterrand soutiendra éventuellement Michel Rocard lors de la présidentielle, s'il considère qu'il est le mieux placé, mais il fera tout pour l'empêcher de prendre le Parti", affirmait un conseiller à Matignon il y a quelque temps. Alors, vraiment "réglés", les problèmes avec Michel Rocard ?

Toujours est-il qu'en reconduisant Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire, le Parti socialiste s'est opposé aux desiderata de François Mitterrand. Mais celui-ci "ne met pas dans sa poche" le sentiment qu'il a "de la capacité de Laurent Fabius". Bref, il ne désespère pas de voir le président de l'Assemblée nationale prendre les rênes du PS. Après les semaines tumultueuses qu'ont connu les socialistes, François Mitterrand est intervenu à "7 sur 7" pour tracer le chemin, en guise d'épilogue au congrès de Rennes. Au gouvernement de "redistribuer la prospérité française". Au PS de se rénover. Telles sont les directions qu'a indiquées la boussole Mitterrand, au trio Rocard-Mauroy-Fabius, pour l'emporter en 1993... et lui éviter une nouvelle cohabitation.

Jean-Pierre Bedeï



Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Téléphone : 45.56.77.00
Télex : 200 174 -Télécopie : 45.51.47.03

Directeur de la publication : Bernard Roman
Assistante : Caroline Nio

Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Secrétaire gal de la Rédaction: Jacques Goubin
Comité de rédaction : Pierre Brana, Claude Estier, Max Gallo, François Hollande, Jean-Jack Queyranne, Françoise Seligmann

Secrétaire de Rédaction : Vanda Gervasio
Secrétaires de Rédaction adjoints : Taoufik Khatib - Blanche Toussaint

Service Photo : Pascal Lebrun
Dessins : Jacques Bellenger

Administration :
Sylvie Foulon - Annick Jacquet

Publicité : Régie - Médias - Paris
Tél. 45.56.78.48

Maquette : Studio Tapage - Lille
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers
Bottin-direct (Paris)

N° Commission Paritaire : 10.889

Vendredi est édité par la SARL SOPRECO
Co-gérants : Léon Fatous - Bernard Roman

Crédits Photo : AFP (couv) ; SipaPress (p.2) ; Trippett / Sipa Press (p.3) ; Keystone (p.5) ; Marilyne Trassard (p.8) ; Ch. Vioujard / Gamma (p.10) ; Haley / Sipa (p.10) ; Susan Maytell / Rea (p.11) ; Tom Haley / Sipa (p.11) ; Goyhenex / Sipa (p.12) ; 20th Century Fox (p.15).

Ce numéro a été tiré à 275 700 exemplaires

A propos de la visite de Vaclav Havel

"La vérité et la morale peuvent servir de point de départ à une politique nouvelle... elles peuvent avoir aujourd'hui encore une force politique incontestable." Vaclav Havel, 1984.



Etonnez-nous, monsieur Havel, semblent dire tous les interlocuteurs du nouveau président tchécoslovaque. Deux mois et demi de pouvoir et neuf pays visités auront suffi à l'ancien dissident de Prague pour réussir son entrée dans le cercle fermé et blasé des grands de ce monde !

L'accession d'un homme de culture à la tête de la République tchécoslovaque eût à elle seule été un événement suffisant pour redonner au pays un prestige terni par quarante années de médiocrité et de totalitarisme. Mais un homme de culture qui ajoute à sa notoriété d'écrivain celle de citoyen lucide et franchement courageux, voilà qui introduit une signification originale non seulement pour la vie politique tchécoslovaque, mais,au-delà, pour l'Europe de l'Est tout entière.

Il fallait un François Mitterrand, en 1988, pour oser, chef d'Etat occidental, se rendre en visite officielle à Prague non pour célébrer le régime en place à l'époque, mais davantage pour y introduire un rayon de lumière sur les victimes des méthodes sordides du régime communiste. Vaclav Havel n'a pas manqué de le souligner, comme ne l'avait pas oublié Alexandre Dubcek, qui l'avait précédé de deux semaines à Paris.

A Prague, le château n'est plus seul, désormais, à dominer la ville... Il y a aussi son principal occupant. Le charisme du nouveau président imprègne toute la société tchécoslovaque, et si les Tchèques l'appellent entre eux Vasek (1), les plus francophiles le surnomment déjà "notre tonton", par référence au président français.

Ce faux apprenti de la politique n'a certes pas l'expérience du pouvoir, mais il a su en étudier toutes les perversités pendant ses trop fréquents séjours en cellule. Longtemps d'ailleurs, il n'y avait guère que cette alternative pour les citoyens tchécoslovaques : choisir la cellule du Parti ou celle de la prison... mais le plus grand nombre s'était finalement résigné au choix d'une autre cellule, celle de la famille.

Lui, Vaclav Havel, et ses courageux compagnons d'infortune, ont su tirer les leçons de l'après-1968 avec son cortège de peur, de mensonges, d'humiliations et de corruption. Jour après jour, ils ont su se forger une doctrine dont Havel avait été le précurseur et qui constitue aujourd'hui le socle de la nouvelle politique tchécoslovaque. Précurseur, l'ancien porte-parole de la Charte 77 l'était bien lorsqu'en 1984 il écrivait, notamment dans son discours de réception à l'université de Toulouse, qui lui décernait le diplôme de docteur honoris causa, remise à laquelle, naturellement, il ne pouvait assister (2) : "Je suis partisan d'une politique antipolitique. D'une politique qui n'est ni une technologie du pouvoir et une manipulation de celui-ci, ni une organisation de l'humanité par des moyens cybernétiques, ni un art de l'utilité, de l'artifice et de l'intrigue. La politique telle que je la comprends est une des manières de chercher et d'acquérir un sens dans la vie ; une des manières de protéger et de servir ce sens ; c'est la politique comme morale agissante, comme service de la vérité, comme souci du prochain, souci essentiellement humain, réglé par des critères humains. C'est là sans doute, dans le monde actuel, une conception très peu pratique et très difficilement applicable à la vie quotidienne. Néanmoins, je ne connais pas de meilleure solution." Qu'ajouter, sinon formuler sincèrement des vœux de réussite ? Ne verrions-nous pas dans ces généreux propos de quoi inspirer la politique française ?

Patrice Durand

(1) Diminutif de Vaclav (prononcer Vachek).
(2) "La Politique et la conscience", extrait des "Essais politiques", Calmann-Lévy, 1989.

Vénéneux

"Comme les champignons dans les sous-bois, les idéologies qui paraissent le plus définitivement enterrées sont toujours prêtes à réapparaître à la moindre averse".... note lucidement un écrivain contemporain, visant le racisme et ses résurgences actuelles.

Après 1945, les horreurs des camps ont contribué à enfouir en France les idéologies de discrimination sous des tabous moraux plus ou moins épais. Car la France, terre des droits de l'homme, terre de liberté, égalité, fraternité, a aussi le triste privilège d'être reconnue par les historiens du racisme comme le pays où se sont le plus tôt et le plus efficacement constitués des processus de ségrégation et d'expulsion, ce qui nous impose un surcroît de vigilance.

Or, cette attitude de rejet de l'autre, de discrimination, de préjugé, s'est modifiée considérablement au cours de notre histoire, se fondant successivement sur la religion, la couleur de la peau, la culture, la nationalité ou la classe sociale. Avec une constante, comme pour les champignons, une racine, l'angoisse et la peur économique, le besoin de se grandir en dominant l'autre.

Que nous assistions en ce moment à une remontée de ces comportements ne fait aucun doute - neuf Français sur dix en sont conscients. Que la crise économique en soit une des causes peut également être reconnu. Le Premier ministre a pris toute la mesure de ce grave problème. Il appelle avec raison tous les partis politiques soucieux de la démocratie et respectueux de la République à venir travailler ensemble. Un état de droit doit se défendre avec les lois et la répression contre ceux qui tentent de répandre des paroles de haine. Mais il faut plus et plus profondément. Se battre contre le racisme est l'affaire de chacune, de chacun là où il vit, là où il rencontre les autres, là où il partage.

Voilà pourquoi, au-delà des réglements, il importe de faire prendre conscience aux Français des dangers terribles du "racisme". L'éducation doit y avoir sa part mais aussi la mobilisation, le réveil. Face au racisme, personne n'a le droit de rester muet, de dormir tranquille.

L'image de la France vaut mieux que les horribles assassinats récents, l'histoire de nos valeurs et leur force valent bien que tous ensemble nous nous en montrions dignes, sans ambiguité, avec lucidité et courage. Même si nos idéaux nous paraissent partagés, efforçons-nous de les rappeler toujours, car ils ont besoin, toujours, d'être fortifiés. Pour arracher de notre terrain les champignons vénéneux.

Courrier



Déconnectés, tristes, écœurés... les adjectifs n'ont pas manqué - jusqu'aux plus durs - pour qualifier la réaction des militants après le congrès de Rennes. Aujourd'hui, les mêmes mots se retrouvent dans vos lettres. Rien d'étonnant : on annonçait un grand débat d'idées, vous avez le sentiment d'avoir assisté à une querelle d'hommes. La synthèse a finalement été réalisée, mais la blessure sera longue à cicatriser. Il faut lire ces lettres et tenter de comprendre pourquoi elles sont souvent si sévères.

Cela fait six mois que nous sommes ridicules, nous le Parti socialiste, et surtout vous les dirigeants.

Pour le congrès de Rennes, le grotesque a tourné au sordide : achat de stocks de cartes au kilo, injures, aucun "grand courant" n'y a échappé, apparemment. Boîtes aux lettres de militants saturées de mailings.

Ces propos pourraient émaner d'un électeur blasé, d'un anarchiste ou d'un journaliste fielleux. En fait, je suis un militant de base du Parti socialiste depuis 1977. Je n'ai jamais eu de fonction élective et n'ai comme titre de gloire socialiste qu'un poste d'ancien secrétaire de section en banlieue parisienne dans une terre de mission. Je suis donc très loin des états-majors nationaux et même fédéraux. La préparation du congrès de Rennes m'a fait comprendre que je n'étais qu'un pion, qu'un faire-valoir pour des professionnels de la politique, que le Parti socialiste n'était plus un parti de militants (même pas de "supporters" !), mais, était devenu un club restreint se complaisant dans le nombrilisme.

En section, lors de la discussion préalable avant les votes, j'ai prôné le refus de vote et je me suis finalement abstenu. Un militant sur 400 seulement a fait le même choix.

En regardant la télévision ce dimanche, et en lisant mon journal ce matin, je découvre que de nombreux congressistes (et Dieu sait pourtant que les militants de base vont rarement jusqu'au congrès national) se déclarent "consternés", "effondrés", "désespérés", "écœurés".

Si vous désespérez même les militants, comment voulez-vous attirer un électorat avec vos projets, vos programmes ? Il est quand même extraordinaire que le parti de gouvernement qui rassemble péniblement 35% des voix aux élections nationales se divise en sept courants (5% chacun, en moyenne) !

Mettez-vous au moins une fois en cause, les uns et les autres, qui affrontez si mal le suffrage universel (cf. les résultats des élections européennes de 1984 et 1988, et même celui des législatives de 1986). Si, encore, vous ne compromettiez que vous ! Mais c'est un mouvement que vous foutez en l'air : le socialisme.

Il paraît que le PS et le terme "socialisme" ont néanmoins une bonne image dans l'opinion. Mais pour combien de temps encore ?

Voyez à combien d'années-lumière vous êtes désormais de l'électorat de gauche et de ses préoccupations et arrêtez de tenir des colloques sur les raisons pour lesquelles le phénomène Le Pen perdure.

Je ne peux plus cautionner l'évolution du PS et la situation actuelle. Je souhaite vivement que beaucoup de militants se manifestent également auprès de vous, même s'ils ne vont pas jusqu'au bout de leur démarche en vous envoyant, comme moi, leur démission.

Jacques Dupré - Chambourcy (78)

Quel gâchis que ce congrès de Rennes, où vous auriez dû vous rassembler pour contrer l'opposition !

Je suis d'une petite ville, avec un maire socialiste et trois députés socialistes, dans le Loir-et-Cher. J'espère que les militants ne seront pas aussi déçus que moi. Quand j'ai entendu Chirac parler d'un parti non majoritaire, médiocre et finissant, cela m'a fait mal pour vous tous.

Je vous souhaite beaucoup de courage pour remonter le moral des militants qui, si j'en crois mes amis, est bien bas. Je pense qu'il faut une rénovation et beaucoup plus d'information : il y a des choses que vous avez faites et qui ne sont pas connues du public.

J'ai 70 ans, et j'ai toujours entendu dans ma famille parler socialiste.

Andrée Faure - Mer (41)



Socialiste depuis mon jeune âge parce que mon père l'était, âgée aujourd'hui de 89 ans, je suis profondément déçue par le congrès de Rennes où s'étalent les rivalités de personnes, au lieu de fervents efforts pour le progrès du Parti et son enrichissement, en s'accrochant à l'élaboration de projets visant à améliorer le sort des plus démunis et à mettre la France à un très haut niveau en Europe.

Le désenchantement, que je partage avec beaucoup d'autres explique les abstentions et le manque d'enthousiasme à soutenir le Parti.

Ce n'est pas la peine d'ironiser sur les magouilles de la droite si notre Parti doit se mettre à son niveau. Je crains, hélas, de prêcher dans le désert. L'ambition prend de plus en plus le pas sur l'enthousiasme d'un Jaurès ou d'un Léon Blum, qui mettaient tout leur cœur, s'oubliant eux-mêmes, à vouloir pour les Français des jours meilleurs.

Louise Penanhoat - La Rochelle (17)

Je viens vous signaler ma déception -et c'est un euphémisme- devant la médiocrité du déroulement du congrès de Rennes. Je ne suis pas inscrite au PS, seulement sympathisante, mais il faut que vous sachiez ce que pense la base : nous ne sommes plus fiers de vous soutenir.

On attendait un débat d'idées, des objectifs clairs et précis pour les années à venir. Au lieu de cela, les querelles de personnes ont tenu la scène. Et malgré l'intervention de l'Elysée, le rafistolage, le mal est fait, on n'y croit plus.

Mitterrand ne sera pas éternel (hélas !), qu'adviendra-t-il du PS par la suite ? Une foire d'empoigne ? Fabius, Jospin, candidats à la présidence de la République ?

Et pendant qu'au PS, on se crêpe le chignon, et qu'on fait semblant de se réconcilier, Le Pen occupe le terrain. Il sait parler aux gens, lui. Je ne vous demande pas de tomber dans la démagogie, mais de grâce, penchez-vous sur les préoccupations des Français, des Européens, du tiers monde.

L'Europe est en train de se faire et on dirait que le PS ne s'en rend même pas compte, trop occupé à compter ses pourcentages, ses sièges au comité directeur.

Christiane Le Minoux - Saint-Brieuc (22)

Après toute une série d'élections, en 1988 et 1989, le Parti s'étant transformé à l'occasion en une véritable machine électorale, on nous avait promis la tenue d'un grand congrès en 1990 où seraient abordées certaines questions comme l'identité du Parti, "sa mise à jour idéologique", un débat sur la croissance et la répartition plus équitable de ladite croissance, enfin, le Parti devait élaborer un projet et définir les perspectives d'avenir pour cette dernière décennie. Enfin, dans les sections, nous allions débattre... Depuis 1989, nous avons été abreuvés de contributions, de motions émanant des différents courants, jamais nous n'avions reçu autant de littérature ! (Quel gaspillage, les textes ont souvent été envoyés à deux ou trois exemplaires !). Chaque "écurie" s'efforçait de rallier ses partisans et cette course aux militants avait déjà quelque chose de choquant. Dans les assemblées de section, nous avons largement débattu, nous accomplissions en quelque sorte notre "révolution culturelle", et nous avions l'impression de participer, à notre échelon, à la vie de notre Parti, nous pensions que notre modeste contribution serait prise en compte. Toute cette débauche d'énergie, toutes ces palabres ont servi à quoi ?

Depuis plusieurs semaines, on percevait bien que le congrès de Rennes serait le théâtre d'affrontements entre factions rivales, mais personne au Parti n'aurait imaginé un tel gâchis, un tel sabordage collectif. Alors que nous sommes les témoins d'événements d'une portée historique irréversible en Europe de l'Est, le congrès de Rennes a été l'occasion de querelles fratricides, où le débat d'idées a été absent, et où la confusion a été totale. Le Parti a été discrédité et les médias -c'est leur travail- n'ont pas manqué d'exploiter cette manne inespérée. Il fallait entendre les remarques ironiques et les petites phrases assassines. Comment des responsables politiques d'un grand parti ont-ils pu se livrer à un spectacle si affligeant ? Devant les militants désabusés, écœurés, quelquefois révoltés, ils assument l'entière responsabilité des déceptions futures, car tout cela, inévitablement, laissera des traces, d'abord dans le Parti où la démobilisation déjà amorcée avant le congrès risque de s'amplifier, puis dans l'opinion publique où notre Parti bénéficiait d'une bonne image ; de telles pratiques ne peuvent profiter qu'aux abstentionnistes et au Front national. Le déphasage entre la base et la direction du Parti n'a jamais été aussi profond : cette remarque revenait sans cesse dans les réunions de section. En fait, le militant est sollicité pour les campagnes électorales, ou alors, comme nous l'avons observé ces derniers mois, on le contacte pour soutenir une motion ou une personnalité ; en vérité, à la direction, on ne se soucie guère de son avis, de ses interrogations ni de ses états d'âme. Après Rennes, notre action sur le terrain va s'avérer de plus en plus difficile. Que répondre aux gens qui nous interpellent ou qui critiquent notre politique ? Comment encore convaincre nos concitoyens que le PS est un parti de propositions et qu'il est porteur d'un projet de société ?

Pierre Pruneta - Limours (91)

Dunkerque : le bon ancrage



Les affres du congrès de Rennes auraient-elles eu l'effet de remobiliser l'électorat de gauche ? Sursaut inattendu : dimanche dernier, douze partielles où la gauche se retrouve. Dunkerque, où le succès de Michel Delebarre est éclatant, donne le ton. Bernard Chaouat y était dimanche.

"Toute proportion gardée, cela a été un peu comme la première victoire de Tonton". Pour Jean-Luc, militant socialiste de Dunkerque, les lendemains qui chantent, cela existe. Souvenir d'une soirée débordante d'enthousiasme, la reprise à pleins poumons et sur l'air des lampions des slogans à la gloire du premier de leurs camarades, Michel Delebarre, dénote que Dunkerque, après une nuit où l'on a sabré le champagne, se réveille avec tout, sauf la gueule de bois. "Il faut dire que les gens de gauche attendaient cela depuis longtemps, affirme Jean-Luc. Ceux de ma génération, les 35-40 ans, n'ont jamais connu jusqu'à mars 1989 que Prouvoyeur à la mairie." Clin d'œil de l'histoire le règne de Claude Prouvoyeur, ancien maire CNI, s'interrompt définitivement après 23 ans, exactement la durée qu'il a fallu à la gauche et à François Mitterrand pour faire cesser nationalement celui de la droite. Mais la gauche dunkerquoise, qui avait perdu la mairie en 1953 à la suite de divisions et de départs, aura attendu plus longtemps encore : 36 ans.

En mars 1989, Michel Delebarre se lance à l'assaut d'un maire réputé inexpugnable. Le sénateur Jacques Bialski, qui a consacré l'essentiel de sa vie militante à reconquérir le bastion dunkerquois, se rappelle le scepticisme ambiant. Les élections municipales de 1983, sur fond de restructuration et de désenchantement à gauche sont désastreuses : Prouvoyeur se promène au premier tour avec près de 60% des voix, le PS 24%, le PC 8%. "Nous avions connu une période très dure avec la crise de la construction navale. Nous devions faire passer un message qui n'était pas facile. Moderniser, investir, réduire les effectifs. Mais nous voulions préserver le site", raconte le sénateur socialiste. En 1986, arrive la droite ; Alain Madelin est ministre de l'Industrie. C'est le moment que choisit Prouvoyeur pour commettre l'une des plus graves erreurs politiques de sa carrière. "Si la Normed ferme, je démissionne", déclare ce politicien peu coutumier des coups d'éclats. Madelin fait fermer. Mais Prouvoyeur ne démissionne pas. C'est de cette époque que commence à germer dans l'esprit de beaucoup de Dunkerquois que le système Prouvoyeur, marqué par un clientélisme éhonté, a fait son temps. Que, pour stopper le déclin de la cité de Jean Bart, il faudra autre chose que ce mélange d'immobilisme et d'archaïsme. Nous sommes alors en 1988.

Une conjoncture difficile

La gauche est à la recherche d'un champion qui sache rassembler et incarne l'avenir. Ce sera Michel Delebarre qui, n'écoutant que son courage et quelques hommes du cru, dont Bialski et le très estimé Albert Denvers, se lance dans l'aventure. Battant, ayant le sens du contact et du dialogue, le ministre des Transports ouvre des perspectives à tous les milieux. Delebarre a un retard de 2% sur Prouvoyeur au premier tour et il faut encore compter avec les 6,5% du Front national. Grâce à un travail acharné de tous ceux qui le soutiennent, il emporte quand même la victoire au second tour, à l'arraché, de 116 voix. Un an plus tard, il faut rejouer la partie. Le Conseil d'Etat, le 5 mars 1990, annule l'élection pour cause de tract, "jugé diffamatoire" à l'encontre de Prouvoyeur, diffusé le dimanche du scrutin. La conjoncture n'est pas très favorable pour les socialistes. Bien sûr, Michel Delebarre a pour lui sa forte personnalité et son aura de ministre. Mais il y a eu Rennes et des élections partielles qui montrent, semaine après semaine, une certaine démobilisation de l'électorat socialiste. Les commentaires sont donc très prudents à l'instar du "Monde" qui, deux jours avant le scrutin, parlait de rêve qui s'éloignait en évoquant la perspective d'une victoire de la gauche au premier tour.

Pourtant, sur place, on ne voit pas la mobilisation faiblir, bien au contraire, par rapport à 1989. Delebarre n'enregistre aucune défection dans sa liste large qui groupe socialistes, communistes (orthodoxes ou rénovateurs), écologistes, membres de l'Association des démocrates et personnalités diverses. La campagne sur le terrain aidée par un extraordinaire réseau de comité de soutien, encore plus nombreux que l'année précédente, donne à plein. C'est devant près de 3.000 personnes que Michel Rocard viendra soutenir son ministre des Transports. Surtout, adversaires et analystes ont mésestimé deux éléments qui ont fait la décision.

La leçon de Dunkerque

D'abord, de plus en plus de Dunkerquois identifient Delebarre et son équipe à une ambition pour la ville. A trop ergoter sur les ajustements inévitables de mise en place on a perdu de vue tout ce qui avait été déclenché. "Le bilan de cette première année, c'est que les choses bougent, une ville plongée dans l'engourdissement s'est réveillée. Même si, quand tu sèmes du blé, tu n'en vois pas tout de suite les effets, les Dunkerquois ont été sensibles à la façon dont s'est traduite cette première étape", constate Nicolas Bernard, coordinateur de la campagne. Plus de démocratie et de communication, le développement social des quartiers, des assises de la solidarité fréquentées par 1.500 personnes, la lutte contre toutes les exclusions. Sans oublier une grande ambition industrielle et sociale avec l'implantation de Pechiney (avec un programme particulièrement innovant de formations et de nouvelles qualifications telles que les avait préfigurées Bertrand Schwartz), Coca-cola, Astra, etc : faire passer Dunkerque de la monoïndustrie (la construction navale) à la diversification, faire d'un grand port une grande ville.

De l'autre côté, Prouvoyeur incarne encore davantage le passé et l'étroitesse d'esprit. Sitôt élu, il démissionne, cette fois pour de bon. Mais encore à contretemps. Il fait mauvais perdant. Sa campagne est défensive, mesquine, voire diffamatoire. Surtout, il colle au Front national dont il emprunte les thèmes. "Dunkerque d'abord", proclame le FN. "Dunkerque aux Dunkerquois", surenchérit Prouvoyeur.

Prouvoyeur s'est lourdement trompé. Dunkerque croit de nouveau en son destin. Michel Delebarre gagne dans trente bureaux sur trente-cinq. Il progresse partout, aussi bien dans les quartiers populaires que dans les autres. Elu avec 52,58% au premier tour, il laisse loin derrière Prouvoyeur qui perd plus de 8 points et le FN qui piétine. La liesse qui a accompagné la proclamation des résultats ne trompe pas. Et les premiers mots de l'ex-futur maire furent brefs mais sentis : "C'est votre victoire. Merci à tous. N'oubliez pas de faire la fête ce soir. Et demain... au travail !" Dunkerque semble avoir assez le cœur à l'ouvrage...

Bernard Chaouat

50 años del exilio español



▲ *2 février 1939 : passage de la frontière entre l'Espagne et la France.*

La Fondation Pablo-Iglesias présente, jusqu'au 6 avril, une exposition sur l'exil espagnol de la guerre civile. Elle nous rappelle que souvent, l'histoire et l'actualité se rejoignent. La démocratie s'éveille en effet aujourd'hui à l'Est et en Amérique latine, mais rien n'est jamais acquis. Les Espagnols en ont fait pendant 40 ans la douloureuse expérience.

Bibliothèque espagnole - 11, avenue Marceau 75016 Paris.
9 h 30 à 13 h ; 15 h à 18 h. Du lundi au vendredi.



Assurance-vie ou assurance sur la vie ?

Jeu truqué

"Le jeu de la capitalisation est truqué lorsque l'on annonce des frais peu élevés et que l'on prélève en outre les frais réels sur les résultats bruts des placements avant de déterminer le bénéfice qui sera effectivement distribué aux assurés.

Il est truqué lorsque l'on fait miroiter aux assurés que 90% ou même 100% des bénéfices leur seront distribués, mais sans préciser qu'il s'agit des bénéfices résultant du compte de résultats et non des bénéfices financiers dûs au placement et à la gestion de l'épargne des assurés.

Il est truqué lorsque l'on publie des résultats financiers sans explication sur la façon dont ils ont été obtenus : quelle est la part des revenus et dividendes, celle des plus-values réalisées sur la vente d'actions ou d'obligations, celle des plus-values latentes, celle des bénéfices provisoires... ?

Ainsi, on peut faire mousser les résultats financiers tout en restant, stricto sensu, dans la légalité.

Il est truqué lorsqu'une société d'assurances peut concentrer les bénéfices financiers globalement attribués à tous les assurés sur une seule catégorie de contrats, afin d'afficher des résultats plus flatteurs pour ceux que l'on veut provisoirement séduire. Cette technique du "produit d'appel", interdite dans le commerce de distribution mais tolérée dans l'assurance-vie permet d'attirer de nouveaux assurés... au détriment des anciens, dont l'épargne sera moins rémunérée. Mais quel assuré peut aller demander des comptes à l'assureur ?"

Gérard Athias

Assurances et banques ont pignon sur rue et un statut d'investisseurs institutionnels (les "zinzins"). Ils proposent entre autres des tas de produits d'assurance-vie. Mais attention à ne pas devenir les "zozos" des "zinzins".

"Je n'y comprends rien", reconnaît Philippe. La cinquantaine approchant, il a décidé de s'assurer sur la vie voilà quelques mois et a signé les yeux fermés le contrat proposé par sa banque : aujourd'hui qu'il le relit à tête reposée, il avoue une incompréhension complète.

"Vous n'y comprenez rien ? Ce n'est pas étonnant, c'est fait pour", s'exclament en chœur toutes les associations de consommateurs. "La grande majorité des contrats d'assurance-vie sont comme les oignons : plus on les épluche, plus on a envie de pleurer". Qui lance ce pavé dans la mare ? C'est un authentique assureur, Gérard Athias, dans un livre édité récemment (1).

A l'heure où les Français désertent de plus en plus le livret A pour consommer immédiatement leur épargne ou la porter vers des placements plus rémunérateurs comme l'assurance-vie, les fonds communs de placement, le PER hier, le PEP aujourd'hui, il est bon de faire brièvement le point.

Et d'abord quelle assurance-vie ? L'assurance-vie sur la vie ou l'assurance-vie sur la mort ? "Il est absurde que les deux portent le même nom", remarque Jean Allix de l'ASSECO-CFDT et représentant des consommateurs au comité des usagers des services bancaires. "Je ne m'insurge pas seulement pour une question de vocabulaire, encore que ce soit important. L'assurance est liée à un sinistre. L'assurance-décès est une véritable assurance car le décès est un sinistre. Mais je me refuse à admettre que le fait de rester en vie constitue un sinistre : prendre une assurance en cas de vie, ce n'est pas une assurance, ce n'est que de l'épargne."

Mêmes mots, réalités différentes

L'assurance-vie en cas de décès garantit le versement d'un capital au bénéficiaire d'un contrat (généralement la mère ou les enfants) si la personne qui souscrit l'assurance (le père en l'occurrence) meurt avant une certaine date. L'assuré paie une prime unique ou des primes périodiques dont le montant est prévu. Si à la fin du contrat il est toujours en vie, il perd tout. C'est l'inverse en cas d'assurance-vie sur la vie. Le contrat garantit au bénéficiaire le versement d'un capital si la personne qui a souscrit l'assurance (lui-même en général, mais pas obligatoirement) est toujours en vie au terme du contrat. S'il meurt avant, le bénéficiaire ne touche rien : ni le capital ni même le remboursement des primes déjà payées.

Peut-être l'idée de perdre votre mise en cas de décès ou en cas de vie vous irrite-t-elle ? C'est possible, mais fuyez quand même "l'assurance-mixte". A priori, le principe peut paraître séduisant car il garantit le versement d'un capital dans les deux cas : au terme du contrat, si l'assuré est toujours en vie ; à sa mort pour le bénéficiaire, si elle intervient avant. Mais les primes versées ont toutes les chances d'être supérieures, et largement, au total des primes versées séparément si l'on avait souscrit deux assurances séparées. Et le montant du capital inférieur à celui qui était prévu.

Un capital réduit en fin de course, c'est malheureusement l'issue à des degrés divers de la plupart des contrats, qu'ils soient de vie ou de décès. Car une chose est de calculer ce que vont rapporter les intérêts que l'assureur affirme garantir, autre chose est de savoir sur quoi exactement il les calcule. Or, il ne les calcule jamais sur les sommes versées, mais déduction faite des frais qu'il est censé avoir. Jean-Paul Geai de "Que choisir ?" est formel : "Des frais, il en existe une ribambelle et certaines compagnies sont plus gourmandes que d'autres"(2). La ponction irait de 4 à 44% des sommes investies.

Passons sur les frais censés, en principe, être payés une fois pour toutes : droit d'entrée, frais d'adhésion ou de cotisation. Mais il existe également les frais de souscription, ou "chargements" : c'est la partie des primes qui est prélevée annuellement d'office pour couvrir les frais généraux de la compagnie. Certaines n'hésitent pas à charger le bateau par des frais de gestion supplémentaires et annuels eux aussi. Pour calculer le rendement de l'assurance, il faut donc défalquer tous ces frais et chargements car n'est capitalisé et ne porte des intérêts que ce qui reste. Tout ce qui reste ? Pas même.

"Il y a bien des façons de prélever les frais sans qu'ils apparaissent et les chargements avoués ne sont souvent que la partie visible de l'iceberg", explique Georges Athias. "Les frais annoncés ne sont qu'un des éléments du calcul de la "participation aux bénéfices" distribués aux assurés qui est elle-même une notion très floue car elle met en jeu des techniques comptables si complexes que même les techniciens de l'assurance y perdent parfois leur latin. Cette complexité est d'ailleurs bien commode puisqu'elle permet aux compagnies d'auréoler les performances financières de leurs contrats d'un flou artistique. Mais le réveil est douloureux". Car les compagnies d'assurance ont parfaitement le droit de puiser dans les résultats financiers de l'épargne investie et de ne distribuer que 90% des bénéfices. Elles ne s'en vantent pas, alors qu'elles ne laissent rien ignorer des crédits d'impôts et des avoirs fiscaux.

Alors, un bon conseil, lisez bien votre contrat avant de le signer et surtout, prenez contact avec une organisation de consommateurs.

Monique Grima

(1) "Davis et les diplodocus", Gérard Athias, entretiens avec J.-L. Bengal aux éditions de Verneuil.
(2) "Que choisir ?", n° 236, février 1988.

La participation aux bénéfices

Le taux d'intérêt minimal garanti par l'assureur aux contrats d'assurance en cas de vie est relativement faible, puisque la durée des contrats peut être longue. La plupart du temps, l'assureur réussit à placer à un taux supérieur. Le Code des assurances l'oblige à faire "participer" l'assuré aux bénéfices ainsi obtenus par rapport au taux garanti...

Encore faut-il savoir ce qui est entendu par "bénéfices". Les "bénéfices" sont la différence entre ce qui est obtenu et ce qui est garanti. Ils sont de plusieurs sortes.

• Les "bénéfices techniques" sont réalisés sur la gestion, au cas où le prélèvement pour frais se révélerait trop important (on en connaît peu d'exemples). Ils peuvent aussi être réalisés sur la mortalité...

• Les bénéfices financiers proviennent de deux sources : revenus et plus-values. Les "actifs autorisés" sont les biens, tels immeubles et valeurs mobilières, dans lesquels le Code autorise les assureurs à placer les "provisions mathématiques" de leurs contrats. Certains de ces biens rapportant plus que le tarif (taux minimal garanti), on obtient des bénéfices sur les revenus. D'autres se valorisent, tout en dégageant des revenus. Ainsi en est-il des immeubles, qui prennent, sur des années, une valeur de plus en plus grande par rapport à leur prix d'achat. Mais les immeubles, comme les valeurs, doivent être vendus pour que la plus-value soit distribuable. Tout ce qui sera obtenu en plus du minimum garanti constituera les bénéfices financiers.

La compagnie d'assurances peut prévoir des frais généraux malheureusement insuffisants. Le Code l'autorise à déduire sa perte des bénéfices avant d'y faire participer les assurés : les bénéfices à partager peuvent donc être amputés des pertes techniques.

Il y a pire : les plus-values sont une source importante des bénéfices. Or, tant qu'un actif en plus-value n'est pas réalisé (vendu) la règle en assurance est de ne pas tenir compte de sa plus-value "latente", c'est-à-dire de la plus-value qui serait dégagée s'il était vendu (réalisé). Les assureurs pouvant mettre en réserve des immeubles, tant que ceux-ci ne sont pas vendus, les assurés ne participeront à aucune des plus-values qui seraient réalisées s'ils étaient vendus.

Ces deux pratiques de l'assurance-vie, bénéfices répartis inférieurs aux bénéfices financiers et plus-values latentes rarement réalisées, expliquent la faiblesse de la participation aux bénéfices.

Source : "50 millions de consommateurs", "Bien choisir votre assurance : vie-décès-retraite" n° hors série 34 - décembre 1987, février 1988.

Petits pionniers à Saint-Ouen-l'Aumône : l'école autrement



Les cycles pluriannuels remplaceront les classes traditionnelles, dans quelques départements à la rentrée de 1991, dans toute la France dès l'année suivante. Bien avant les textes, quelques équipes ont inauguré ce type de fonctionnement. Parmi elles, celle de l'école des Bourseaux, à Saint-Ouen-l'Aumône (95). Les cycles y fonctionnent depuis dix ans à la plus grande satisfaction des enfants, des parents et des enseignants.

"Les Bourseaux ? L'école où les enfants jouent sur les toits et ne font rien". Ouverte en 1981 à l'initiative de la mairie de Saint-Ouen-l'Aumône, qui voulait une école "autre" pour son nouveau quartier, animée par des enseignants volontaires pour construire un tel projet et tous issus des mouvements d'éducation nouvelle - Freinet, etc- l'école a d'abord fait scandale. "On ne comptait plus les demandes de dérogation", se rappelle Jean-Pierre Dubreuille, président de l'association de parents d'élèves.

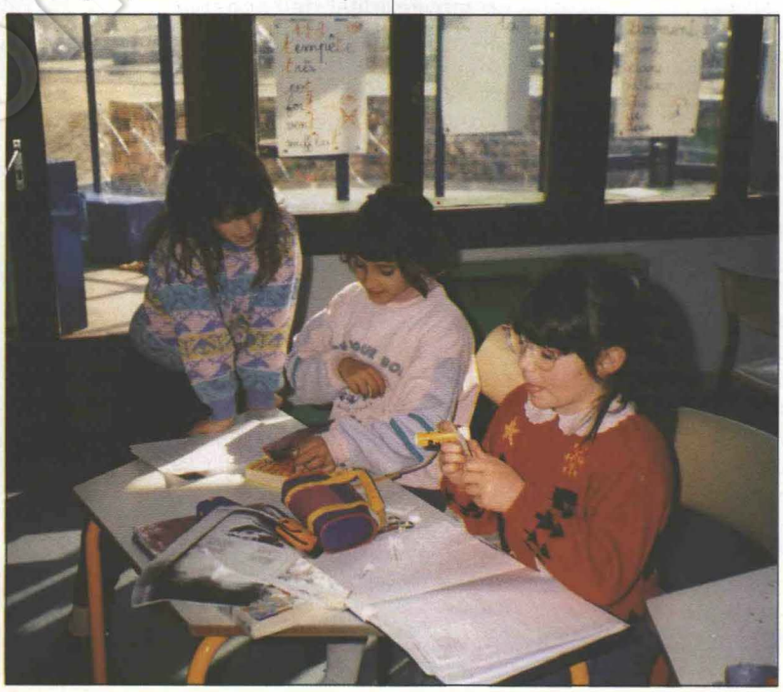
Changer de repères

"Les gens étaient perdus. Ici, ils devaient abandonner tous leurs repères, tout ce qu'ils avaient connu enfant dans leur école à eux, analyse Patrick Clerc, l'un des deux coordinateurs, instituteur en cycle 3. On ne parlait pas de cours préparatoire (CP), de cours élémentaire 1 ou 2. On leur disait : "Votre enfant va rentrer en 2e année de cycle 2 ou en 1ère de cycle 3. On ne parlait pas du temps qu'ils avaient connu." Pas facile de faire disparaître des mentalités l'idée de structure annuelle. L'idée de départ était pourtant simple, celle-là même qu'on retrouve dans la loi sur l'éducation : partir des enfants, les laisser avancer à leur propre rythme. La scolarité est organisée en trois cycles -ceux qu'on trouvera bientôt dans toutes les écoles : le cycle 1 réunit les enfants de leur entrée à la maternelle jusqu'à 5 ans ; le cycle 2 de 5 ans à 8 ans, soit l'équivalent de la grande section maternelle, du CP et du CE1 ; le cycle 3 de 8 à 11 ans, âge de l'entrée au collège.

Au total, 312 élèves qui composent 11 "groupes vie" -on ne dit évidemment pas classe- à l'intérieur desquels se côtoient des enfants d'âge différent. Ainsi, dans le groupe vie de Bernard, en cycle 2, les 5 ans voisinent avec les 7, voire les 8 ans, selon les mois de naissance. Mais rien à voir avec les classes rurales de jadis où les CE 1 faisaient leurs exercices pendant que le maître enseignait le B-A-BA aux CP. Là, tous étudient en même temps sur le même thème, chacun à son niveau. Et tout ce petit monde travaille en bonne harmonie. "En groupe vie, on travaille par projet, explique Bernard. Par exemple, nous allons partir à la découverte d'une grotte sculptée du XIXe siècle. Dans cette perspective, nous cherchons des renseignements dans les livres -ce qui permet de faire de la lecture- mais nous travaillons aussi sur la vie des hommes qui habitaient des grottes, et en profitons pour parler de la préhistoire. Peut en découler également un atelier sculpture. Bref, un projet permet d'aborder diverses disciplines." Chacun le fait à son niveau : les petits pourront, dans un livre, repérer des objets préhistoriques, les dessiner, visualiser des mots, faire de petits exposés en racontant des images. D'autres, plus mûrs, liront des passages plus longs, prépareront des textes. Toutes les activités se déclinent ainsi à plusieurs niveaux. Quatre fois par semaine, pendant une heure et demie, les enfants sont répartis en cinq groupes de compétence. Régulièrement évalués, ils sont groupés en fonction d'un objectif. Un objectif ? En maths, ce peut être savoir compter jusqu'à 100 ou faire une addition à retenues ; en français, reconnaître son prénom, classer des mots alphabétiquement ou compter les phrases d'un texte, affirmatives, interrogatives ou négatives. Chacun selon ses compétences. Cela ne revient-il pas à créer des groupes de niveau ? "Pas du tout, explique Patrick Clerc. Le même enfant peut être en groupe 2 en français et 5 en calcul, faible en lecture et fort en maths. Et puis, les groupes sont régulièrement modifiés en fonction des évaluations."

Question centrale : l'organisation en cycles et les relations qui en découlent évitent-elles l'échec scolaire ? "Elles limitent incontestablement le redoublement, observe Patrick Clerc. Il n'est possible qu'en fin de cycle. Ici, nous en avons en moyenne trois par an. En outre, ils ont la possibilité de passer à la Toussaint, s'ils ont rempli leur contrat."

Contrat, un mot clef dans l'école. Considéré comme un être responsable, l'enfant construit lui-même sa progression suivant un contrat passé avec son maître, et surtout avec lui-même. Il décide ainsi tous les lundis de ce qui doit être fait d'ici au vendredi suivant. A charge pour lui de faire alors le bilan. Résultat : "Quand ils sortent des Bourseaux, les enfants sont autonomes, indépendants, ils savent travailler seuls et s'adaptent au collège sans difficulté, souligne Jean-Pierre Dubreuille. A 11 ans, ils ont compris qu'on travaille pour soi, pas pour le maître ni pour les parents."



Un tel système suppose une attention permanente à chaque enfant.

Enseignants ou militants ?

"Par rapport aux écoles traditionnelles, nous pratiquons carrément un autre métier, estime Bernard. Ne serait-ce que parce que nous devons inventer tous nos outils. Les éditeurs n'ont pas prévu ces modes d'apprentissage. Nous devons tout penser et fabriquer". Surtout, suivre les enfants suppose se concerter beaucoup. Aux Bourseaux, quatre heures par semaine en dehors du temps scolaire -un soir de 19 h 30 à 21 h 30 et le mercredi après-midi- sont consacrées aux réunions d'équipe. Résultat, une charge hebdomadaire de 50 heures par semaine. "Un travail de militant, explique Bernard. Ici, le système fonctionne parce que nous y croyons. On ne pourra pas demander à tous les enseignants de passer le plus clair de leur temps à l'école. La généralisation des cycles ? Bien sûr, je suis pour, mais il faudra beaucoup de moyens supplémentaires." Les Bourseaux disposent, eux, de quatre animateurs, deux en permanence dans l'école, payés par la municipalité et d'un mi-temps d'instituteur supplémentaire. Et puis, les dames de service jouent un rôle fondamental. Là, le rôle éducatif que leur reconnaît les textes n'est pas un simple artifice de langage : "Je participe aux ateliers, j'aide dans les classes, je donne des idées lors des réunions d'équipe, rien à voir avec le travail dans les écoles traditionnelles où nous sommes préposées au laçage des chaussures et à l'accompagnement des petits aux toilettes."

Enseignants, dames de service, animateurs, tous les membres de l'équipe des Bourseaux sont des volontaires. Une situation rendue possible par son statut d'école ouverte. Et tout fonctionne grâce à leur motivation. La généralisation du système suppose-t-elle des moyens nouveaux ? "Cette nouvelle organisation demandera beaucoup de souplesse dans l'école, souligne Jeanne Finet, du Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC). Actuellement, les enseignants sont motivés, ils ont envie de bouger. Il ne faudrait pas qu'ils s'usent avant même d'avoir pu essayer."

Les instituteurs sont prêts à jouer le jeu. Le ministère aura-t-il les moyens de leur permettre de gagner ?

Patricia Jaffray

◀ *L'enfant construit lui-même sa progression suivant un contrat passé avec son maître et surtout avec lui-même.*

LA COOPERATION DECENTRAL

Coopération décentralisée, que met-on derrière ce terme un peu sec ? Des histoires de villes qui, un jour, décident d'aider d'autres villes, là-bas, dans ces pays que l'on dit en voie de développement.

La politique de coopération française à l'égard de l'Afrique subsaharienne traverse une période d'incertitude : certains de ces pays croulent aujourd'hui sous la dette tandis que les sollicitations se multiplient à l'Est. La coopération gouvernementale se cherche, une autre est en passe de se trouver, celle que mènent les collectivités locales. La coopération décentralisée est récente et encore embryonnaire. Elle existe depuis une dizaine d'années mais n'a pris son essor qu'à partir des lois de décentralisation de 1982-1983. Elle succède aux jumelages dont l'objectif était avant tout de tisser des relations culturelles et amicales entre deux pays (c'était notamment le rôle des jumelages franco-allemands d'après-guerre) et vise à initier de véritables projets de développement. La coopération décentralisée s'exerce de manière privilégiée vers les pays francophones de l'Afrique noire sahélienne : Mali, Sénégal, Mauritanie, Burkina-Faso mais aussi en Côte-d'Ivoire, Guinée, Togo, Cameroun et parfois en direction des pays arabes et d'Amérique latine.

Une aide très diversifiée

Du simple don à la construction d'écoles ou au forage de puits en passant par l'échange de personnel administratif, de techniciens ou l'installation de centres de santé, l'imagination est à l'honneur. Difficile de déterminer l'ampleur du phénomène s'agissant, par nature, d'actions éparpillées. Alain Vivien, député, rapporteur du budget de la coopération, estime à 5.000 le nombre de collectivités impliquées et met en évidence la forte progression de la part du budget du ministère consacrée à la coopération décentralisée : 8 millions de francs en 1990 contre 2 en 1989 et seulement 90.000 francs en 1987. Œuvre d'une mairie ou de plusieurs rassemblées, d'un conseil général ou régional ou transitant par une association, ce type de coopération inclut souvent tous les acteurs sociaux et économiques d'une collectivité : lycée, hôpital, chambres de commerce, entreprises.... Ces actions sont parfois financées par la seule collectivité locale, par des collectes auprès de la population, avec le concours direct de l'Etat (subventions à hauteur de 50% des ministères de la Coopération et des Affaires étrangères), soit par l'intermédiaire de la Fédération mondiale des villes jumelées et du Comité national de jumelage ou des programmes Solidarité eau ou Solidarité habitat.

L'expérience aidant, la coopération décentralisée apprend peu à peu à éviter les travers qui caractérisaient ses balbutiements et lui ôtaient toute crédibilité : c'est l'exemple du réfrigérateur envoyé dans un village sans électricité, du cabinet dentaire impossible à remonter sur place... Ces aberrations n'ont pas totalement disparu mais tendent à devenir l'exception. Il suffit de prendre un certain nombre de précautions : préférer la formation aux simples dons, préparer les projets en s'assurant qu'ils correspondent aux besoins et ne vont pas à l'encontre de la politique nationale (à quoi bon construire une école si la création d'un poste d'instituteur n'est pas prévue ?), disposer sur place de solides contacts, impliquer au maximum la population bénéficiaire, utiliser les ressources et les circuits locaux existants, veiller enfin au suivi des opérations (prévoir, par exemple le technicien susceptible de réparer une pompe). Reste encore à lutter contre la dispersion inhérente à ce type de coopération : c'est dans ce but que le gouvernement a mis en place l'an passé une commission de la coopération et du développement, composée de deux collèges, l'un représentant les élus, l'autre les ministères. Mais surtout pas d'illusions, toute action de développement exige du temps, qu'elle soit d'Etat ou décentralisée. "Comment pourrait-on exiger des collectivités qu'elles réussissent en cinq ans ce que la France n'a pas fait en trente ans ?", convient-on au ministère de la Coopération.

L'Etat ne sait pas tout faire

Lorsque ces conditions sont respectées, la coopération décentralisée est satisfaisante à bien des égards : fondée sur les contacts humains, elle constitue un moyen idéal de connaissance mutuelle et de sensibilisation de l'opinion plus durable et plus concrète que les campagnes ponctuelles s'appuyant sur les images dramatiques d'une lointaine famine. Et puis, l'Etat ne sait pas tout faire. Qui mieux qu'une collectivité saura maîtriser la croissance urbaine avec tous les problèmes scolaires, d'infrastructure... qu'elle implique ? D'autant que l'Afrique, après avoir vécu longtemps au rythme d'une centralisation excessive, découvre les attraits de la décentralisation et cherche les bases d'une organisation communale.

Pas question, bien sûr, de substituer cette coopération à la coopération d'Etat, les deux n'intervenant pas au même plan mais étant sûrement complémentaires. Comme le dit Jangui Le Carpentier, premier adjoint d'Hérouville-Saint-Clair : "Si le niveau local reste le creuset des particularismes, il doit aussi devenir le microcosme de l'universel".

Dossier préparé par Maryline Trassard

Cha

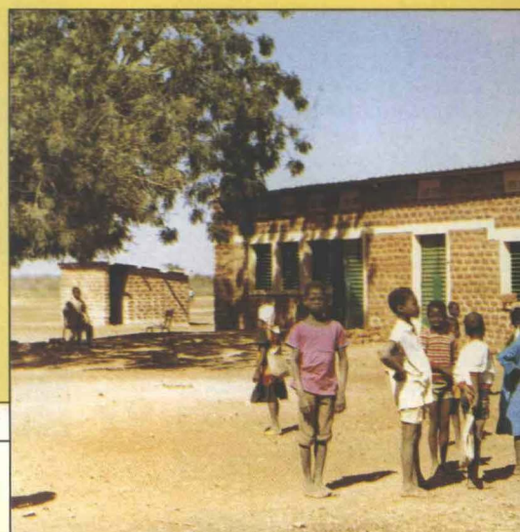
Depuis cinq ans, la ville de Besançon réfection d'écoles, plantations, réalisa infatigable promoteur de cette expérie

Charles raconte : "Un jour, je travaillais pour l'administration de l'Education nationale, un grand type noir débarque dans mon bureau, c'était Blami, venu en stage. Je lui parlais souvent de mon envie d'accompagner des jeunes en vacances dans un pays du tiers monde. En 1982, nous nous sommes décidés pour un séjour au Burkina. Au retour, certains jeunes avaient déjà envie de repartir, mais en brousse. On a choisi Douroula, le village dont est originaire Blami. En 1983, on organisait un nouveau voyage. Nous avions emmené dans nos bagages un peu de médicaments. Nous sommes revenus avec des films que nous avons montrés dans les collèges. La spirale était lancée. L'année suivante, en 1984, on s'est retrouvé avec deux tonnes de marchandises pour Douroula. Je me suis alors adressé au service des jumelages de la ville et au maire, Robert Schwint. Nous avons obtenu une subvention de 10.000 francs pour convoyer le matériel. En 1985, j'ai refait le même trajet avec une délégation de la ville. Au mois de novembre, l'accord de jumelage avec la région de Douroula était signé". Depuis, une centaine de Bisontins se sont rendus à Douroula. Comme l'instituteur, beaucoup ont pu dire : "Je suis venu avec 300 questions, je repars avec 30 réponses et 3.000 autres questions". Charles a conscience des difficultés. Il les évalue au gré des échecs et des succès : "Le plus difficile est de faire comprendre à la population le pourquoi de ce que l'on fait, le pourquoi d'une école, le pourquoi d'une plantation. Parfois, on peut être pris pour un fou". Il parle avec passion et tendresse de cette coopération, c'est sans doute pour cela que, pour les habitants du village, il n'est plus un étranger, pas non plus un Douroulaka, bien sûr (originaire de Douroula), mais déja un Douroulais.

En tevrier 1990, profitant d'une rencontre entre villes françaises et burkinabées organisée par Cités unies, à Ouagadougou, Charles, accompagné de Roland Marlin, technicien municipal spécialiste de l'eau, décide de passer quelques jours dans la région jumelle. L'occasion de faire le point. Contact d'abord avec le nouveau préfet qui représente l'Etat dans la province, un interlocuteur obligé. Celui-là est aux petits soins pour l'équipe de Besançon.

Départ pour Douroula (3.000 habitants). Blami apprête la vieille camionnette, marquée à l'emblème de Besançon. Ce sont les pompiers de la ville qui ont l'ont conduite sur place à l'occasion d'un "raid humanitaire", Charles la retrouve à chacun de ses voyages. Le reste du temps, elle est utilisée par une société locale de ramassage

▼ *A Douroula, six classes ont été ouvertes, grâce à la co*



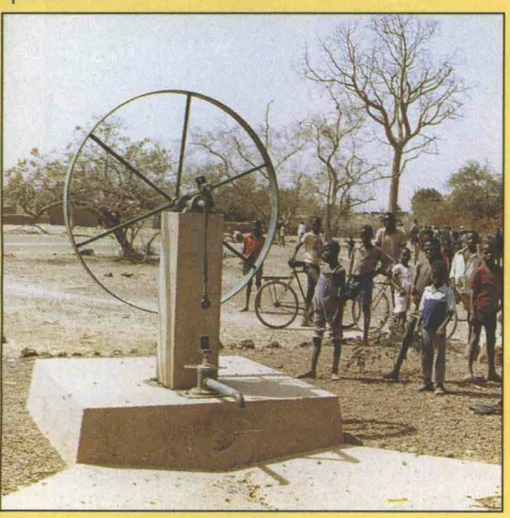
ISEE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

rles le Douroulais

est jumelée avec une province du Burkina-Faso, Douroula. Construction et tion de forages, une coopération efficace sous la férule de Charles Baudoin, ce. Quelques jours en Afrique, carnet de bord.



du coton. La route a été longue. Toujours la poussière qui salit et le vent qui dessèche. Quelques cases au loin, un enfant, puis deux, une nuée d'enfants bientôt courent autour de la voiture, agitent les bras, rient et crient. Un accueil incroyable. Peut-on être à la hauteur de tant de chaleur ? Les sourires et les saluts se ramassent à la pelle accompagnés d'un "bonjour, ça va, ça va bien, oui ?" fièrement déclamé. Trop tard pour parler, juste un moment pour partager un peu de riz et de poulet, un luxe, le tau (bouillie de millet) constituant la pitance quotidienne.

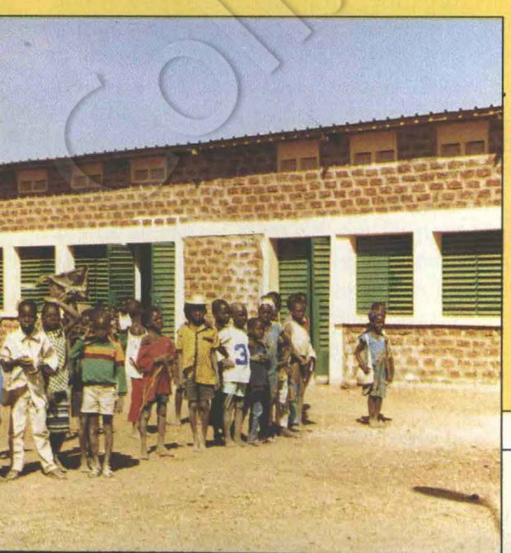


▲ *A Douroula, chaque puits : 100.000 F*
A Besançon : un ou deux centimes par m3 d'eau.

Le lendemain a lieu la grande rencontre. Sous l'abri de paille sont réunies toutes les notabilités du village : le chef coutumier, le délégué (l'équivalent de notre maire), les représentants des jeunes, des anciens, des paysans et des femmes. Tous yeux tournés vers les Bisontins.

L'école est au centre des débats. Le développement passe par l'alphabétisation, l'éducation, le savoir. A Douroula, six classes ont été ouvertes grâce à la coopération avec Besançon : des jeunes viennent travailler bénévolement l'été, le gros œuvre est fait par une entreprise locale, ils terminent le chantier. Trois semaines de

ération avec Besançon



travail intensif. Plutôt que de construire l'école de Douroula en ciment, on a opté pour la brique que l'on trouve à proximité dans des carrières : la construction est plus longue mais présente l'avantage de fournir du travail sur place. Début de la séance, le délégué explique à l'assemblée : "Si tu ne tiens qu'à ce qui tient à ta propre bouche, tu te limites la vie". Autrement dit : tout ce qui est réalisé aujourd'hui prépare l'avenir. Charles renchérit : "La solidarité ne doit pas être à sens unique, nous voulons travailler ici sur le long terme". Des exemples à ne pas suivre : le chantier de 1989 où la présence des habitants de Douroula a été bien légère, et le mauvais entretien de l'école. L'auditoire est sérieux, certains hochent la tête. Le passage en revue continue : bilan des commissions de gestion (matériel, santé...) ? L'approvisionnement de la pharmacie est-il satisfaisant, fonctionne-t-elle de manière autonome? Pour chaque sujet, on évoque problèmes et solutions. Et puis, on pense à l'avenir : 1990 est l'année internationale de l'alphabétisation, pourquoi ne pas construire une salle où auraient lieu des cours pour adultes, des ateliers (menuiserie, réparation..) ? L'idée est lancée.

Il faudra aussi envisager une troisième plantation d'eucalyptus au village. Le bois, seule ressource énergétique, est extrêmement précieux, mais le couper accentue la désertification. Les plants sont fournis par le service des Eaux et Forêts et sont mis en terre un jour de pluie. Ce jour-là, tout le village est sollicité. Charles évoque la nécessité d'entourer les plantations afin de les protéger des animaux. Comment ? Le grillage coûte une petite fortune. On est à la recherche d'une plante touffue et piquante qui ferait office de clôture naturelle. Charles a pensé au sisal qu'il a vu sur les bords de route. Il en ramènera deux plants aux élèves du lycée agricole de Besançon, intéressés par l'expérience.

Exemple Besançon Réalisations et projets

1. Education : après la réfection de l'école de Douroula (1986) et la construction d'un deuxième groupe scolaire (3 chantiers-coopération 1987, 1988, 1989), il reste à achever l'école de Bladi (1990). L'édification d'un bâtiment polyvalent est à l'étude.

2. Santé : après l'équipement du dispensaire et de la maternité, l'organisation d'une pharmacie villageoise. Il faudra à présent aider à équiper les 11 postes de santé primaires (PSP).

3. Environnement et agriculture : création d'un jardin et d'un verger (Douroula), opérations de reboisement (1.000 arbres par an). Etude concernant un périmètre maraîcher et la fabrication du compost.

4. Eau : fourniture de dix petites pompes manuelles. Un programme "eau" a été mis en place en 1988 sous forme d'une contribution de 2 centimes par m3 d'eau consommé à Besançon. Un forage devrait avoir lieu dans chacun des 12 villages.

Budget général 1988

Recettes : subvention ville de Besançon, 55.000 F ; subvention ministère/CUF, 30.000 F ; gala annuel, 20.000 F ; ventes et dons, 10.000 F. Total : 115.000 F.

Dépenses : matériaux chantier, 78.000 F ; main d'œuvre technique, 15.000 F ; équipement scolaire, 8.000 F ; véhicule, 14.000 F. Total : 115.000 F.

Surtout, affirme Charles : "Les promesses seront tenues, dans les prochaines années ; les douze villages de la région auront leur forage". Roland Marlin est venu étudier ce projet de grande envergure, qui sera financé de manière originale par le prélèvement d'un ou deux centimes par m3 d'eau vendu à Besançon. Les difficultés ne manquent pas : à Bladi, la pompe est en panne depuis six mois ; à Toroba, l'eau du forage n'est pas potable...

Fin de cette longue réunion, Charles conclut : " Il faut avoir confiance, moi, j'ai confiance en vous".

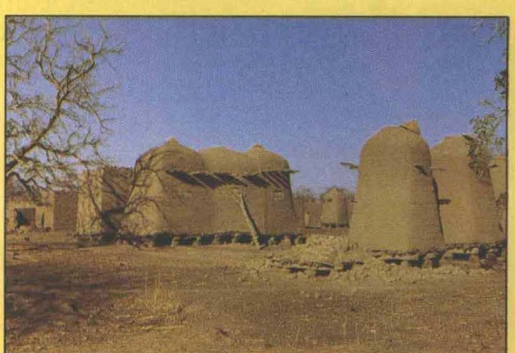
Les jours suivants sont occupés par des visites aux villages environnants. Les Bisontins sont toujours accueillis comme s'ils faisaient partie de la famille.

Puis, les rencontres avec les administratifs s'enchaînent. Auprès du directeur provincial de la santé, Charles se fait le porte-parole du CHU de Besançon qui propose une collaboration avec l'hôpital de Dédougou. Son interlocuteur a gardé un mauvais souvenir d'un séjour de "Médecins du monde" : "Ici, ce n'est pas un champ sauvage où l'on peut s'installer pour faire ce que l'on veut". Jeune et volontariste, il sait ce qu'il attend : "Les médicaments c'est bien, la formation c'est mieux...".

Dernier jour dans la région de Douroula, encore quelques détails à régler : un déjeuner rapide avec l'entrepreneur chargé de réaliser le gros œuvre de l'école de Bladi, on parle devis, délais... On prévoit la participation, même modeste, demandée à la population : fourniture des gravillons, de l'eau, préparation du ciment... Coopération veut dire deux, veut dire ensemble.

A Douroula, l'heure des adieux a sonné. Echange de cadeaux, "C'est pour dire aux amis de Besançon que nous avons le désir de continuer avec eux". La séance de congratulations s'éternise, difficile de se quitter après s'être rencontrés, rapprochés et surtout compris.

De retour à Ouagadougou, Charles termine ses emplettes : des bracelets, des poteries, des toiles peintes... petites choses couleur locale, qui seront achetées par les habitants de Besançon. L'argent sera réinvesti à Douroula... La boucle est bouclée.



▲ *Greniers à mil et à sorgho.*

Un an de nouvelle république

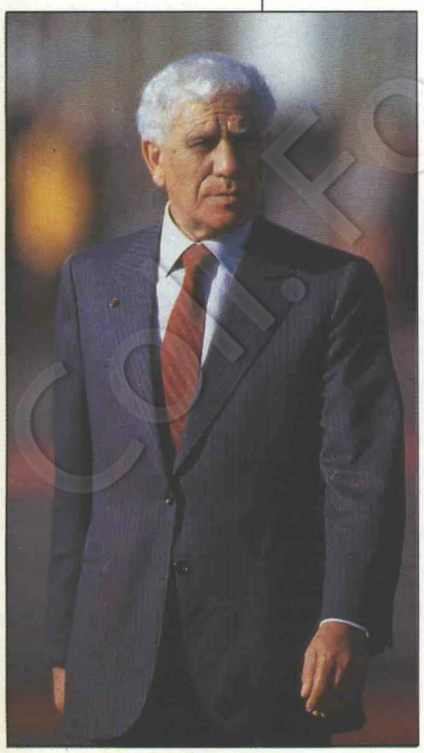
Un an après l'adoption de la nouvelle Constitution, un pas décisif vient d'être franchi dans le processus de démocratisation en Algérie : les élections municipales et départementales ont été fixées au 12 juin prochain. Ce seront les premières élections pluralistes de l'Algérie indépendante, et elles devraient permettre de mesurer l'audience respective des vingt-deux partis politiques qui bénéficient aujourd'hui d'une existence légale.

Déjà, plusieurs de ces partis demandent le report des élections à septembre, voire à décembre 1990, de manière à pouvoir mieux s'y préparer : en l'état actuel des choses, les candidatures devraient en effet être déposées pour le 12 avril au plus tard, et il n'est pas aisé de trouver et de former aussi vite des milliers de candidats pour les assemblées communales et les assemblées de wilayas (départements).

Mais quelle que soit la date finalement retenue, ces premières élections "libres" permettront enfin, en sélectionnant quelques formations, de dessiner avec précision un paysage politique aujourd'hui complètement noyé dans le brouillard. La démocratie n'est pourtant pas quelque chose de nouveau en Algérie, et il faut ici rappeler que le mouvement nationaliste "moderne", né après la Première Guerre mondiale, a connu, jusqu'en 1954, et même sous sa forme "frontiste" de la guerre d'indépendance, une démocratie interne très vive et très animée. Mais, depuis 1962, c'est un appareil d'Etat monolithique à trois visages : l'armée, l'administration et le Parti, qui a solidement corseté le nouvel Etat ; jusqu'à l'explosion d'octobre 1988.

Depuis lors, le président Chadli a su habilement imposer une marche forcée vers la démocratie pluraliste. Cette démarche a d'abord impliqué le démantèlement des structures précédemment dominantes. L'armée, depuis plusieurs années déjà, avait été transformée : à l'armée de guérilla avait succédé, sous Boumediene, l'armée des colonels, fondée sur une répartition des fiefs territoriaux. Par le jeu des mutations, du rajeunissement et d'une centralisation rondement menés, Chadli Bendjedid, aidé par le traumatisme d'octobre 1988, a obtenu, dès mars 1989, que l'armée quitte la scène politique et retrouve un rôle classique de défense de l'indépendance et de l'intégrité territoriale. L'administration politique et économique fait pour sa part l'apprentissage d'une autonomie à laquelle elle était peu préparée. L'ancien parti unique, le FLN, tiraillé entre plusieurs tendances plus ou moins conservatrices ou réformistes, bénéficiant encore de l'aura de la lutte pour l'indépendance mais chargé aujourd'hui de tous les péchés, tente d'échapper à l'éclatement et de survivre à la rude concurrence du multipartisme.

Le président Chadli a su habilement imposer une marche forcée vers la démocratie pluraliste. ▼



Un nouveau paysage politique

Mais le problème politique de fond de l'Algérie est beaucoup plus important que la survie de cette formation politique. Le FLN avait su incarner, dans ses années de gloire, la profonde aspiration des Algériens à la dignité et à la justice sociale. Il se réclame toujours de ces valeurs, bien sûr, mais d'autres formations lui disputent aujourd'hui cet héritage. Le Parti communiste d'abord. Composante historique du mouvement national algérien, longtemps réduit à la clandestinité, il a aujourd'hui pignon sur rue sous l'appellation de PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste). Son poids électoral est sans doute assez faible, mais il a une solide base ouvrière et une influence certaine dans les milieux intellectuels et les médias.



▲ *Lutter contre l'intolérance pour réduire les misères sociales.*

Autre composante de la nébuleuse politique algérienne : les islamistes. Contrairement aux communistes, ce mouvement n'a qu'une existence récente, très directement liée à l'émergence de la révolution iranienne. Il représente en effet une forme radicale de l'islam, très éloignée d'un islam maghrébin sunnite malékite, ouvert et tolérant, sans parler des confréries ou du maraboutisme qui ont aussi profondément imprégné les sociétés nord-africaines. Porteurs d'une doctrine simplifiée à l'extrême, les islamistes ont su aussi faire preuve d'une solidarité agissante envers les plus démunis.

Militants actifs, organisés, disposant de fonds considérables, ils savent admirablement jouer sur les deux registres que nous évoquions plus haut : celui de la dignité et celui de la justice. Mais ils veulent imposer leur vision de la société, d'abord par la conviction, mais aussi, quand cela ne suffit pas, par l'intimidation et la violence. Et surtout, ils proclament ouvertement que la démocratie n'est pour eux qu'un moyen et non pas une fin, laissant clairement apparaître leur intention de ne pas quitter le pouvoir une fois qu'ils l'auraient obtenu. On exagère souvent, notamment dans la presse française, l'ampleur de cette vague islamiste et beaucoup d'Algériens rejettent cette image catastrophique que l'on donne ici de leur pays. Mais il n'en reste pas moins que de nombreux secteurs de l'opinion algérienne dénoncent ce fascisme rampant et les risques qu'il fait courir à la jeune démocratie algérienne. En fait, il en va de ce phénomène comme du lepenisme en

DES ELECTIONS

France : pour lutter contre ces idéologies réductrices et intolérantes, il n'est de meilleur moyen que de réduire les misères sociales et culturelles où elles prennent racine.

Dernier secteur important sur la scène politique algérienne : la mouvance que nous appellerons "sociale-démocrate", que l'on retrouve tant dans les ligues des droits de l'homme que dans des partis comme le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) ou le FFS (Front des forces socialistes) de Hocine Aït-Ahmed. Ces deux formations sont issues du mouvement culturel berbériste qui demande la reconnaissance du fait culturel berbère (25 à 30% de la population sont berbérophones). Le colonialisme français avait tenté de diviser les Algériens en jouant de cette différence linguistique et l'Algérie indépendante avait donc lutté avec détermination contre ce particularisme, à l'instar de la France républicaine bannissant si longtemps les cultures occitane ou bretonne par exemple. Cette longue expérience de la lutte pour le pluralisme culturel a donc naturellement mis les militants berbéristes au premier rang des partisans du pluralisme politique et ils tentent aujourd'hui, avec un certain succès, d'élargir leur audience au-delà du fief kabyle. De leur capacité à convaincre, loin d'Alger ou de Tizi-Ouzou, dépendra l'ampleur de leur impact électoral. S'opposant au monolithisme de l'ancien parti unique comme au monolithisme du mouvement islamiste, ils peuvent apparaître aux yeux de beaucoup d'Algériens comme les meilleurs garants de la démocratie pluraliste. Ils disposent aujourd'hui, en la personne d'Aït Ahmed, d'un leader charismatique difficilement soupçonnable de tiédeur envers le nationalisme algérien (il fut l'un des chefs historiques de la lutte de libération) et auquel son emprisonnement et son exil évitent tout reproche de participation au régime antérieur du parti unique.

Chadli = Gorbatchev ?

Au-dessus de ces composantes diverses, le président algérien Chadli Bendjedid veut apparaître comme celui qui anime et qui garantit la bonne marche du processus de démocratisation. Il le fait à sa manière, cherchant à convaincre plus qu'à contraindre, mais en courant dès lors le risque de se voir accuser de tiédeur ou de mollesse. Beaucoup d'observateurs n'hésitent pas à comparer sa situation à celle de Mikhaïl Gorbatchev en URSS. Deux dirigeants, issus de l'ancien système, sincèrement désireux de mener leur pays à la démocratie et qui se heurtent à un double phénomène. D'un côté, la résistance au changement menée par l'alliance d'une extrême droite antidémocratique et des conservateurs de l'ex-parti unique. De l'autre, l'impatience des réformateurs et surtout celle de la population qui attend des changements rapides et significatifs dans son niveau et son mode de vie. Héritiers tous deux d'une situation économique délabrée, les deux chefs d'Etat sont dans l'incapacité de répondre vite à cette attente, alors même que se multiplient les résistances passives ou actives à leur politique de réforme.

En Algérie, tout particulièrement, c'est la jeunesse qui est impatiente. Or, la jeunesse, les moins de 25 ans, représentent 75% de la population. Ce sont eux qui prennent de plein fouet l'échec scolaire, le chômage, le vide culturel et le manque de loisirs. Et ce sont eux qui sont alors facilement happés par l'idéologie fondamentaliste. A Blida, le mois dernier, un commando islamiste a assassiné un jeune gendarme qu'il avait pris en otage. Les membres du commando avaient tous entre 16 et 18 ans ! Avec eux, l'Algérie s'enfonce dans l'économie parallèle, faite de système D, de rapines et de contrebande. Avec eux, l'Algérie s'enfonce dans la violence et dans la peur.



▲ *En Kabylie, le 19 décembre 1989 : le retour de Hocine Aït Ahmed.*

Encore trois mauvaises années

Or, l'Algérie n'est pas encore sortie de la crise économique et sociale qui s'est développée à partir de 1986 avec la chute du cours du dollar et du prix du pétrole. Malgré une politique de grande rigueur qui permet à l'Algérie de conserver un haut degré de crédibilité auprès des organismes internationaux, et malgré quelques résultats encourageants (l'économie est à nouveau en croissance, l'investissement a repris, le déficit est limité à moins de 1% du PIB), il manquera chaque année à l'Algérie près de 8 milliards de dollars (deux tiers des recettes d'exportation) pour financer ses achats extérieurs de biens de consommation ou d'équipement. Cette somme représente exactement le service de la dette, un service qui atteint son sommet durant les trois années 1990, 91 et 92. Le pays a donc encore trois années très difficiles à passer. Les Algériens auront-ils la patience d'attendre 1992 ? Un réflexe de solidarité est donc nécessaire, de la part de la France et de la part de l'Europe, envers l'Algérie comme d'ailleurs envers le reste du Maghreb, si l'on ne veut pas voir s'embraser la rive sud de la Méditerranée ! Le gouvernement français et la Commission de Bruxelles en ont pris l'exacte mesure, comme le montrent les premières décisions ou recommandations très positives prises par Pierre Bérégovoy et Jacques Delors durant ces derniers mois.



▲ *Les moins de 25 ans (75% de la population) prennent de plein fouet l'échec scolaire, le chômage et le vide culturel.*

Et cela est d'autant plus important que les Algériens comme leurs partenaires du Maghreb, et d'ailleurs l'ensemble du tiers monde, craignent de voir l'Europe occidentale, tout entière occupée à accueillir et réconforter ses frères séparés de l'autre Europe, oublier quelque peu les besoins du Sud. C'est là une préoccupation clairement exprimée au dernier sommet de l'UMA (Union du Maghreb arabe), qui s'est tenu en janvier à Tunis. On y a aussi parlé de l'islamisme, bien sûr, du triste état de la Mauritanie, et du conflit du Sahara, dont on espère que la prochaine visite du secrétaire général de l'ONU contribuera à débloquer le processus de règlement. Car c'est d'abord sur la solidarité intermaghrébine que les uns et les autres doivent compter s'ils veulent être sûrs d'être entendus ensuite par leurs partenaires d'Europe.

Georges Morin

International, suite page 15



Les Français en 1989, deux ou trois choses que l'on sait d'eux

Candice vit habituellement à des années-lumière de nous. Néanmoins, elle a voulu assister au congrès de Rennes. Pour s'y préparer, Candice avait lu l'édition 1990 de "l'Etat de l'opinion". Ses impressions de lecture viennent de nous parvenir.

Ma chère Lara ;

J'avais fort heureusement emprunté à la bibliothèque de sociologie comparée d'Hespéria quelques ouvrages susceptibles de m'aider à préparer mon voyage à Rennes, ancien siège du Parlement de Bretagne, où les socialistes français ont choisi de tenir leur congrès, en ce printemps 1990.

La lecture de l'essai de Morvan Lebesque m'a familiarisée avec la situation d'une province qui se sent encore Etat, en dépit d'une colonisation intérieure qui a gommé son histoire et sa langue, travestissant sa culture en un folklore réactionnaire et infantilisant.

Plaidoyer contre le centralisme, l'ouvrage, vieux de 20 ans, incitait les Bretons trop longtemps muselés à retrouver leur vérité faite de révolte, de dignité et de poésie.



Si j'ai compris au fil des pages "Comment peut-on être Breton ?", j'ai vite ressenti l'impérieuse nécessité d'un éclairage actualisé sur le pays dont il va être question durant ces quatre jours. Je termine la lecture de "L'Etat de l'opinion 1990", ouvrage d'Olivier Duhamel et Jérôme Jaffré (encore un Breton !), qui réunit la plus grande partie des sondages réalisés sur tous les sujets, au cours de l'année écoulée. Cette collecte de réactions des Français me paraît de nature à faciliter l'appréhension générale d'un peuple en vérité bien étrange, et singulièrement d'un grand parti politique au pouvoir. En charge de problèmes quasi planétaires, les socialistes, à l'instar de nos écoliers studieux, dissèquent jusqu'à l'écœurement des textes appelés "motions", dont la minceur des nuances le dispute à la sophistication des arguties. Incorrigible peuple littéraire, jamais totalement vacciné du goût de la dissertation philosophico-politique, les Français excellent dans les débats de tribune.

Imagine une gauche dont le leader incontesté, chef d'Etat respecté, est loué pour son action en faveur des libertés, pour la place qu'il a su donner à la France dans le monde, artisan soucieux de la paix sociale, garant des institutions, partisan d'une défense nationale solide. Une telle coalition ne peut qu'être sûre d'elle, n'est-ce pas ? Eh bien, pas en France, où elle paraît affectée par une sorte de mélancolie, à mi-chemin de la paralysie de l'imagination et du caprice d'enfant gâté.

Tout se passe comme si les Français saluaient la réussite de la gauche oubliant que c'est le régime qu'ils se sont choisi et qu'elle a sonné le glas de leurs espoirs de gouverner. Au fond, la majorité des sondés apprécie ce qui est fait, certains sans se reconnaître, d'autres sans se souvenir qu'ils sont contre et donc sans hargne.

Cette formidable complexité d'un peuple se retrouve dans la situation d'éparpillement de la droite. Si, en juin 1983, 43% des Français se sentaient proches d'elle, en octobre 1989, il n'y en avait plus que 32%. Battue, l'ex-majorité s'est pourtant employée à entretenir ses divisions et à dénoncer les tentatives de rénovation, comme tétanisée par son échec aux élections.

De ses trois leaders, plus un seul n'est crédible, tous sont empêtrés dans des escarmouches subalternes, dont le seul ressort semble bien être une lutte d'influence et de prérogative qui n'est pas de saison, dans un contexte politique extrêmement difficile pour l'opposition.

En effet, 56% des Français pensent que les notions de droite et de gauche sont dépassées. Et comme, au fond, la gauche préserve les valeurs fondamentales dont la droite fut longtemps la gardienne, pourquoi se passer d'une gauche raisonnable ? Divisions idéologiques théoriquement dépassées, disent les sondages, mais seulement 23% des Français refusent de se situer sur l'échiquier politique. Quand on les interroge sur les différences de traitement des grands dossiers du moment qu'introduiraient des gouvernements de gauche ou de droite, qu'il s'agisse du chômage, de l'école, de l'information, des droits de l'homme, ou de la protection sociale, les différences, selon eux, sont minimes, sauf en ce qui concerne l'immigration où 57% des personnes interrogées estiment que les choix seraient opposés.

Les Français aiment-ils la politique ? Je crois que oui, passionnément, même s'ils affirment rejeter les hommes politiques. Quand je dis "hommes", j'embrasse les femmes, comme disaient nos camarades féministes

SOFRES
L'ÉTAT DE L'OPINION
1990
présenté par
Olivier Duhamel
Jérôme Jaffré
SEUIL

de la haute époque. L'état de l'opinion est complexe. 61% des Français estiment que la politique est une activité honorable, précisant que, selon eux, la démocratie fonctionne bien chez eux. Et franchement, permets-moi de partager leur opinion ; l'air de ces prémices de printemps est léger dans cet heureux pays.

Mais comment concilier le fait que 62% d'entre eux estiment que les partis politiques sont utiles, tandis que 51% pensent que les politiciens se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les citoyens ? La majorité est donc convaincue que les politiques se soucient comme d'une guigne de son sort. Au hit-parade des professions, les politiciens arrivent en 21e position en ce qui concerne leur utilité et leur prestige !

Plus terrible encore, au classement des professions les moins honnêtes, ils sont en tête devant les croque-morts, les assureurs ou les vendeurs de voitures. Si l'image de l'Assemblée nationale est bonne, celle des députés est désastreuse, 52% pensant que ces représentants du peuple ne remplissent pas leur fonction consciencieusement, opinion inversée en 20 ans, et certainement préoccupante pour la démocratie.

Tandis que la plupart des pays se débattent encore dans la crise économique, les Français, bien que n'ayant pas, à 64%, l'impression d'être sortis du tunnel, se sont récemment déchirés pour une histoire de foulard. Alors que les citoyens français estiment qu'en matière d'immigration, la droite et la gauche ont des approches radicalement différentes, une histoire de voile sur la tête d'adolescentes en pleine crise d'identité a fait basculer les clivages traditionnels, extrême droite et gauche laïque dénonçant, avec une fougue comparable sinon des arguments voisins, le port du foulard au lycée. 83% de Français ont pensé que le foulard était à proscrire, 66% désapprouvant le ministre de l'Education d'avoir refusé d'exclure de l'école ces fillettes embrigadées. Mais attention, 67% restent partisans de la plus complète tolérance religieuse, et considèrent normal que les immigrés musulmans aient une mosquée pour pratiquer leur religion.

Peuple attachant par ses paradoxes, qui ne sont pas incohérences mais subtilités, ce pays cartésien, heureusement fouetté par un irrépressible goût de la fronde, antidote à toute rigidité, est bien difficile d'accès pour nous.

Demande-t-on aux Français s'ils sont choqués quand on ne respecte pas la file d'attente à la caisse d'un magasin, que 82% s'élèvent fort civiquement contre cette pratique de resquille, sachant bien au fond d'eux-mêmes que, par jeu tout autant que par agacement, ils ne résisteront pas à la tentation de se faufiler à la première occasion.

Ma chère Lara, je t'écris cette lettre depuis le TGV, réussite industrielle reconnue par 66% des Français, tandis que 23% seulement s'extasient devant l'Airbus. N'en conclue pas toutefois qu'ils en sont restés au siècle du chemin de fer. Ce bolide atlantique est digne d'enthousiasme.

Je suis persuadée que, dans ce pays, il serait dangereusement ridicule de gouverner le regard fixé sur la ligne tortueuse des sondages. Si les Français déclarent qu'il est souhaitable d'exprimer une opinion au sujet de l'âge des hommes politiques, de l'argent, du bicentenaire, des conflits sociaux, des enterrements, du franglais, de Gorbatchev, de la pilule RU 486 ou des rides, ravis qu'on leur demande un avis, aussi peu avisé soit-il, ils sont intimement convaincus que leur voisin ment effrontément à l'enquêteur, d'où leur discret amusement quand on les sonde. En vérité, ils jouent à faire semblant d'être intéressants, et cela les comble.

Fortement favorables à ce que les gouvernants soient informés de l'état de l'opinion, les citoyens français sont certains que les hommes politiques font, dans tous les cas de figure, un mauvais usage des sondages, soit en les suivant aveuglément, soit en les ignorant superbement.

J'ai bien peur, ma chère Lara, de ne pas être en mesure d'apprécier à leur juste valeur les joutes oratoires des jours prochains. Mandatée à ce congrès pour ma connaissance acceptable du français, je crains de me heurter, au-delà des difficultés linguistiques, aux subtilités de ce mélange de stratégie, de diplomatie, de carriérisme, de feintes colères et de pseudo-réconciliations qu'on appelle politique et qui s'apparente tant au théâtre.

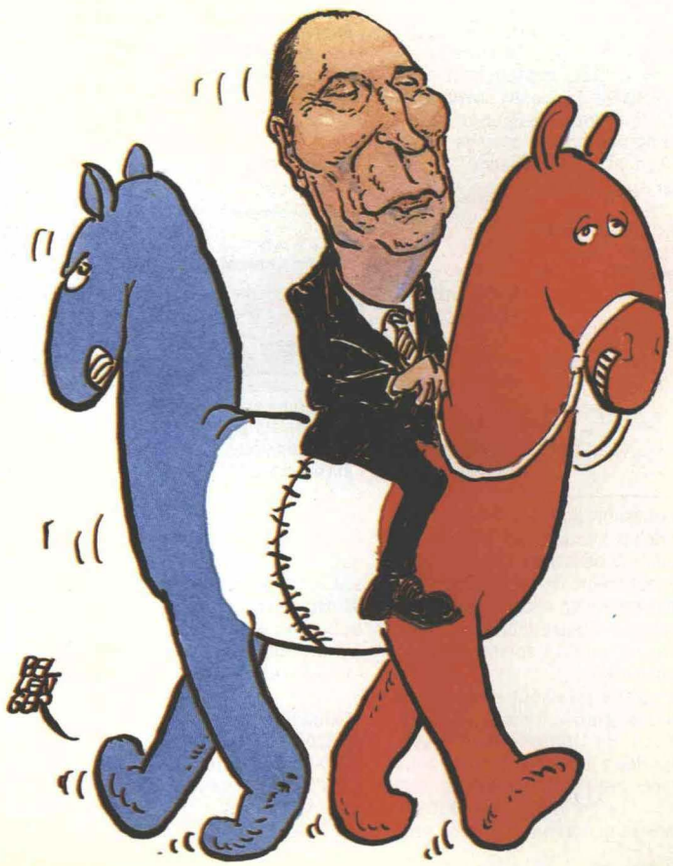
Je parcours les "Maximes" de La Rochefoucauld dont notre bon maître m'avait recommandé la lecture, qu'il préférait à tout traité contemporain pour comprendre la réalité d'un peuple rouspéteur, anarcho-conservateur, amateur d'escargots, bref irrémédiablement exotique.

Bien à toi,

Candice

PS- En relisant cette lettre, je m'aperçois que je ne t'ai rien dit de l'environnement, et pourtant l'année 1989 aura été celle de l'écologie en France, tant par les résultats des municipales, où ils ont eu 1600 élus, qu'aux européennes, où les "Verts" ont dépassé les 10 % des suffrages. Depuis, il n'est question ici que de pot catalytique, de couche d'ozone, et la qualité de l'eau du robinet tourne à la hantise.

pcc
Françoise Lorrain

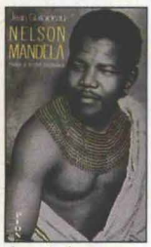


Ah mon beau château !

Pour le 200e anniversaire des conseils généraux, la 5 nous offrit un reportage grandiose : en direct depuis le conseil général des Alpes-Maritimes. Vingt dieux, le bel hôtel... et Jacques Médecin nous fit faire le tour du propriétaire.
Il paraît que c'est une affaire qui marche, aussi bien que la mairie de Nice.
Certes, le maire-président avait bien songé - en son temps - recenser les sidaïques du département, mais on a la mémoire courte, chez Hersant !

J.R.

Jean Guiloineau
"Nelson Mandela"



Traducteur de talent des grands écrivains sud-africains contemporains (Nadine Gordimer, André Brink, Breyten Breytenbach), Jean Guiloineau travaillait depuis longtemps à cette biographie de Nelson Mandela lorsque sa libération est intervenue.
C'est un portrait attentif, minutieux, documenté et fervent de Mandela et aussi, à travers lui, du peuple noir d'Afrique du Sud, lié par une solidarité extraordinairement vivante. En tête, simple et belle préface de Breyten Breytenbach : "Un vieil homme quitte la prison. Il y était entré comme activiste, c'est un mythe qui en ressort... Un horizon s'illumine. Il apporte l'espoir et il n'a jamais connu le monde, ni la douce caresse de journées vides sous les nuages qui passent. Si cela est arrivé, il ne s'en souvient plus. Peut-être que, maintenant, notre passage sur la terre a un peu plus de sens."
Plon, 338 p., 120 F.

Michel Korinman :
"Quand l'Allemagne pensait le monde"



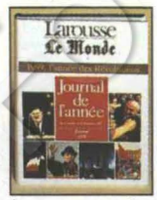
Le sous-titre de ce livre : "Grandeur et décadence d'une géopolitique", souligne combien il se trouve d'actualité. Derrière chaque ligne se profile la question posée de l'Allemagne et de ses frontières, de l'Allemagne unifiée et de la ligne Oder-Neisse.
Le mot même de géopolitique, qui était apparu en Allemagne après la Première Guerre mondiale, était proscrit, en RDA comme en RFA, depuis 1945.
Le voici qui revient en force en Europe centrale (comme à la périphérie de l'Union Soviétique). Napoléon, qui s'y entendait pour tracer des frontières, ne disait-il pas : "La politique d'un Etat est dans sa géographie" ? Et la première phrase du livre documenté de Michel Korinman est précisément "L'Allemagne est une terre de géographes". Description du rapport entre science et action dans un passé récent.
Fayard, 420 p., 170 F.

Paul Balta :
"Le Grand Maghreb"



Depuis quarante ans, Paul Balta sillonne Lybie, Tunisie, Algérie, Maroc et Mauritanie, qui constituent -avec la république Sahraouie- ce que l'on appelle le grand Maghreb. Il connaît les pays, les peuples, les hommes et les décrit.
Mais surtout, il dit quels sont les dossiers majeurs du Maghreb contemporain : misère rurale, émigration, démographie galopante, réforme de l'école, statut de la femme, appel de l'intégrisme. Et aussi les tensions politiques et le jeu des alliances qui font toute l'importance des difficultés à surmonter, sans doute d'ici à l'an 2000 : le défi économique et le défi de la modernité.
La Découverte, 336 p., 150 F.

"Le Journal de l'année : 1989, l'année des révolutions"



Voici la nouvelle édition du "Journal de l'année". Douze mois d'une actualité particulièrement nombreuse et importante. Si le concours existait, 1989 aurait de réels atouts pour être désignée l'année du siècle.
On connaît le principe de cette édition annuelle. C'est le répertoire (chronologique, par pays ou par genre) de tout ce qui s'est passé de tant soit peu important, quel qu'en soit le domaine, du 1er janvier au 31 décembre. S'y ajoutent analyses, dossiers et de nombreuses photos. Efficace outil de travail.
Larousse-"Le Monde", 388 p., 225 F.

Michel Branciard :
"Histoire de la CFDT"



Deux dates : novembre 1919, constitution de la CFTC, et novembre 1964, naissance de la CFDT. Deux questions : comment et pourquoi cette organisaiton syndicale d'inspiration chrétienne s'est-elle laïcisée et comment a-t-elle résisté à ceux qui voulaient l'amener à faire des choix idéologiques ou politiques ?
A travers l'histoire de la centrale syndicale, Michel Branciard fait en réalité la peinture d'une époque : ses hommes, les mouvements de fond, les transformations de la société. Et au bout du compte, cette interrogation -qui n'est pas l'exclusive des organisations syndicales d'aujourd'hui- sur des formes d'action adpatées à retrouver.
La Découverte, 368 p., 150 F.

David Sweetman :
"Une vie de Vincent Van Gogh"



27 juillet 1890, Vincent Van Gogh se suicide. Il a trente-sept ans. Année centenaire.
David Sweetman, historien anglais de l'art se consacre depuis plusieurs années au peintre et à son œuvre. La biographie qu'il en donne ne cadre pas tout à fait avec les portraits habituels de Van Gogh : ceux d'un maudit dont tous les chefs d'œuvre seraient le pur produit de sa folie. Le chagrin et la dépression ne sont pas les principales caractéristiques de sa peinture. Van Gogh se considérait comme l'un des maillons de la chaîne culturelle du XIXe siècle, non comme un homme de rupture. Nombreux documents inédits, notamment sur les années de formation (La Haye, Londres, Borinage).
Presses de la Renaissance, 470 p., 140 F.

Béla Halmos :
musique de Transylvanie



Au moment où l'on redécouvre la Transylvanie et ses difficultés, voici un programme de cette musique venue des Carpathes au rythme et aux sonorités caractéristiques.
C'est une musique très en vogue aujourd'hui, aussi bien en Transylvanie qu'en Hongrie, où de jeunes musicologues attachés aux racines de leur peuple cherchent à reconstituer tout un répertoire ancien et à recréer des instruments menacés de disparition. Le résultat est une musique simple et forte, colorée et rythmée, dont on sent qu'elle est porteuse aujourd'hui de bien autre chose encore, d'un autre ordre.
Hungaroton, 18173, 48' 49", env. 120 F.

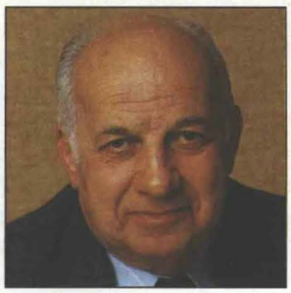
Beethoven :
9e symphonie



Un disque souvenir et un concert symbolique. A Noël, pour l'ouverture officielle de la porte de Brandebourg, Leonard Bernstein dirige une "Neuvième" universelle. L'orchestre est composé d'instrumentistes de tous les pays : Orchestre de la Radiodiffusion bavaroise, de la Statskapelle de Dresde, du Kirov de Léningrad, de l'Orchestre symphonique de Londres, du Philarmonique de New York et de l'Orchestre de Paris. En tête des solistes : June Anderson.
Pour la circonstance, Bernstein a rebaptisé la neuvième "Ode à la liberté" en pariant, dit-il, qu'il aurait eu la bénédiction de Beethoven. Avec chaque disque, un fragment du mur de Berlin (7 grammes !).
Deutsche Gramophon, CD, 429861, 72'40", env. 125 F.

BLOC - NOTES

Claude Estier



20 mars
Déjeuner au quai d'Orsay en l'honneur de Vaclav Havel, premier président de la République tchécoslovaque reçu en France depuis Tomas Masaryk en 1923. Ce petit homme à la fine moustache d'un blond roux, passé directement de la dissidence et de la prison à la plus haute fonction de son pays, n'a pas le style des chefs d'Etat qui défilent à Paris. Pierre Arditi, mon voisin de table, plein d'admiration pour le poète-dramaturge, me dit que la force de Havel tient au fait que tous ses concitoyens peuvent se reconnaître en lui parce qu'il leur ressemble et qu'il sait parler le langage du peuple. Dans sa réponse à Michel Rocard, comme dans celle faite la veille à François Mitterrand, il démontre aussi qu'il est un fin politique dont la carrière, j'en prends le pari, ne fait que commencer.

21 mars
De mon fauteuil de président du comité directeur, où je viens d'être reconduit, je fais voter à l'unanimité l'approbation de l'accord de synthèse générale intervenu la nuit précédente rue de Solferino et la réélection de Pierre Mauroy au poste de premier secrétaire. Je suis bien d'accord avec lui quand il soupire : "Ah ! si nous avions su faire à Rennes ce que nous avons réussi en quelques heures à Paris !"

23 mars
Emouvant appel du père et de la mère de la petite Cécile Rousset violée et tuée par un ressortissant marocain, près de Montpellier. Ils ne veulent pas que ce crime atroce soit "utilité à des fins racistes et xénophobes", comme le fait aussitôt le Front national. Hommage au courage moral de ces parents qui, dans une circonstance aussi dramatique, ont su dépasser leur propre douleur !

25 mars
Comme dit Gérard Carreyrou en commentant à chaud la prestation du président de la République à "7 sur 7", il avait "la pêche" ! Les exégèses ne vont pas manquer mais je retiens d'abord trois points essentiels :
• avis aux prétendants un peu trop pressés, il est à l'Elysée jusqu'en 1995, sa succession n'est donc pas ouverte et Michel Rocard sera le mieux placé pour l'assumer s'il réussit jusque là et y compris les législatives de 1993 ;
• avis au gouvernement un peu trop timide, il est temps de porter remède à l'accroissement des inégalités par une véritable redistribution des fruits de la croissance ;
• avis aux détracteurs un peu trop amnésiques, François Mitterrand n'a pas été pris de court par les événements de l'Europe de l'Est ni par l'accélération du processus d'unification de l'Allemagne dont il avait dit, avant même la chute du mur de Berlin, qu'il ne fallait pas avoir peur. Mais il veut que le chancelier Kohl en accepte toutes les conséquences, notamment en ce qui concerne la construction européenne et la garantie des frontières.
Voilà, pour les prochains mois, des lignes bien tracées !

25 mars
Les dimanches se suivent et ne se ressemblent pas. Saluons d'abord la brillante réélection de Michel Delebarre à Dunkerque, dès le premier tour. Celle aussi du radical de gauche Emile Zucarelli à Bastia, sans oublier le succès de Jacques Roger-Machart en Haute-Garonne et celui des trois maires communistes sortants à Pantin, Colombes et Clichy. Cette fois, c'est la droite RPR-UDF qui recule partout. Un peu de baume pour nos militants déboussolés.

PETITE ANNONCE
100 F la ligne

5501. Loue chambres meublées tout confort au jour et à la semaine dans vignoble alsacien. Prix : 120 à 140 F, petit déjeuner 15 F. Pour tout renseignement, contacter : 89 80 80 24

CINEMA

Divorce à la tronçonneuse

"La Guerre des Rose", racontée par le réalisateur-acteur Danny de Vito, c'est la guerre totale d'un couple qui divorce. Burlesque et sulfureux.



▲ *Michael Douglas et Kathleen Turner*

Suspendus au lustre de l'entrée colossale de leur riche demeure, à quinze mètres du sol, les Rose se battent encore. Le cable qui les retient a pourtant été malencontreusement desserré par Barbara qui se proposait de faire tomber le lustre sur son mari. Chuteront-ils ? On se croirait chez Hitchcock. Nous sommes chez de Vito.

Barbara, gymnaste-vedette de son collège et Oliver Rose, étudiant en droit, mariés sur un coup de foudre, avaient fondé une famille on ne peut plus américaine : réussite sociale, home sweet home, et deux gros enfants. Mais après dix-sept ans de cette vie, Barbara rejette le rôle de femme au foyer soumise et demande le divorce. Et l'amour devient haine. C'est la guerre totale. Tous les coups sont permis. La maison, enjeu principal du combat, devient un vrai champ de bataille. Mais, malgré la férocité du propos, les situations les plus insensées gardent toutes un côté loufoque. On dirait les "Scènes de la vie conjugale", de Bergman, revues par Walt Disney. Comme pour souligner cette énergie dévastatrice, la caméra est d'une grande mobilité, elle survole, s'approche et contourne.

Danny de Vito, qui réalise ici son second film, joue aussi le narrateur. Ce petit-fils d'immigré italien, au physique rondelet, a un bagout intarissable. Très connu aux Etats-Unis pour ses prestations dans "A la poursuite du diamant vert" et "Les Diamants du Nil". Tout comme Kathleen Turner et Michael Douglas (les Rose), principaux rôles dans ces deux films.

Couple typique de l'Amérique des années 80, les Rose s'asphyxiaient pour avoir sacrifié leur relation personnelle à la réussite sociale. Malheureusement, le remède (le divorce) sera pire que le mal. Pour Danny de Vito, "La Guerre des Rose" "incitera les époux à ne pas céder à la routine et à réfléchir avant l'irréparable. Je crois que le pape va adorer mon film."

Claude Polak

Vendredi

BULLETIN D'ABONNEMENT

à renvoyer à : "Vendredi"
10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07

Nom ..... Prénom .....
Adresse : N° ..... Bât/Esc : .....
Rue : .....
.....
Commune .....
Code Postal |_|_|_|_|_| Bureau distributeur .....
.....

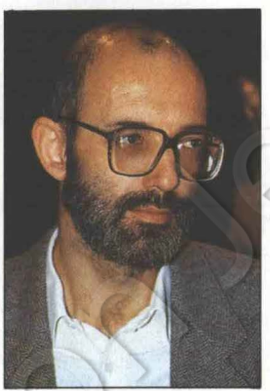
Ci-joint paiement pour : |__| abonnements à 200F =.....
|__| abonnements de soutien à 500F =..... Soit au total :.....F

PREMIERES ELECTIONS LIBRES

Les Hongrois ont choisi

La Hongrie vient de procéder à ses premières élections législatives libres depuis 1945. 7.800.000 électeurs étaient concernés par ce scrutin et plus de 70% d'entre eux ont pris part au vote.

Il aura fallu attendre lundi 18 h, heure de Paris, pour connaître le résultat partiel d'un coude à coude prévisible entre les deux partis qui symbolisent les nouveaux clivages de la scène politique hongroise : le Forum démocratique, avec 24,5% et l'Alliance des démocrates libres, avec 21,5%.



▲ *Janos Kis, leader du SDS*

Avec un score atteignant à peine les 12%, le Parti des petits propriétaires ne peut guère prétendre que jouer les forces d'appoint, contrairement à ses espérances. Il en va de même pour la Fédération des jeunes démocrates (FIDESZ), qui réalise cependant un score de 9% , et pour le Parti chrétien-démocrate avec ses 6%.

Le Parti socialiste hongrois (ex-Parti communiste) au pouvoir dépasse tout juste les 10%.

Paradoxalement, le paysage politique hongrois devient aujourd'hui plus clair, malgré une grande complexité. En effet, il n'a pas toujours été facile de s'y retrouver dans ces élections, ne serait-ce que parmi les listes nationales en présence. L'émergence du multipartisme a sans doute un peu dérouté. En outre, il a d'abord fallu se familiariser avec de nouveaux sigles, difficulté qui a pu quelquefois détourner de l'essentiel du message politique. A cela s'ajoute un système électoral compliqué, combinant un scrutin uninominal à deux tours à un système de proportionnelle, avec répartition des plus forts restes.

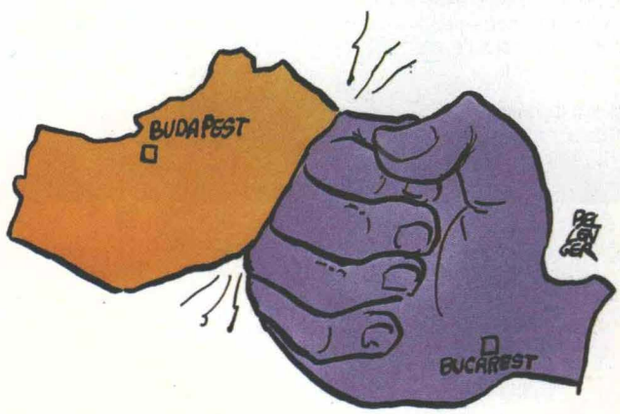
On sait aujourd'hui, au vu de ce premier tour, que le Parti socialiste hongrois, issu de la scission d'octobre dernier d'avec le PC, entre donc dans l'opposition, faute d'alliés.

Les autres partis, sociaux-démocrates, communistes orthodoxes, espèrent atteindre les 4% fatidiques des suffrages qui leur permettraient d'être représentés au nouveau Parlement.

Tout se joue en fait entre le Forum démocratique (MDF) et l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ), les premiers sont conservateurs populistes et se présentent plutôt comme défenseurs des valeurs traditionnelles chères aux chrétiens-démocrates, tandis que les autres revendiquent une ouverture à l'Europe et un régime parlementaire.

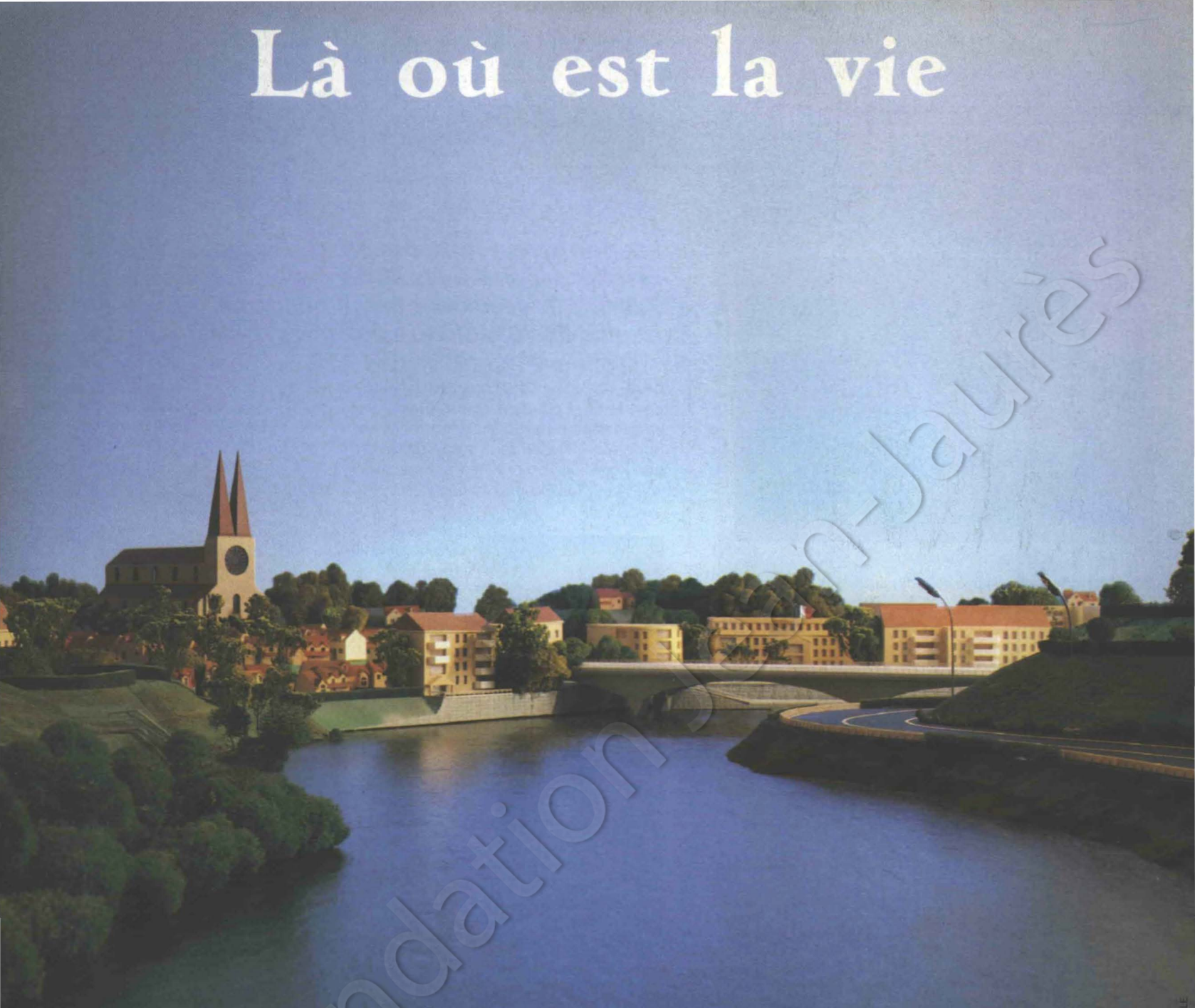
Les résultats semblent les condamner à gouverner ensemble, même si les premières déclarations ne sont pas de nature à favoriser la recherche d'un compromis. Si rien n'est encore définitivement joué, il est difficile d'envisager un autre type de coalition capable de sortir le pays de la crise.

Pour sa part, David Marton, représentant en France de la FIDESZ, nous a déclaré qu'aujourd'hui une alliance entre MDF et SZDSZ semblait exclue. En effet, le SZDSZ et la FIDESZ ont toujours déclaré ne pas vouloir s'allier avec le MDF. D'ores et déjà, pour le second tour, des accords sont passés entre le SZDSZ et la FIDESZ. Toujours selon David Marton, la période politique d'après les élections ne sera sûrement pas marquée par la stabilité politique.



Françoise Lorrain

Là où est la vie



Eau, énergie, propreté, bâtiment-travaux publics, communication, santé, loisirs... dans chacun de ces domaines, le Groupe Générale des Eaux met en œuvre et gère des services collectifs qui lui sont confiés le plus souvent par les communes. Il participe activement au développement de la ville et à l'amélioration de l'environnement. Il adapte la souplesse du secteur privé à l'exigence du service public.

GROUPE GENERALE DES EAUX

LA PASSION DU SERVICE

Fondation Jean-Jaurès